

n° 767 - 4 F
DU 21-12-77 AU 4-1-78

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

DEBAT :
« L'UTOPIE REALISTE »

**Proche-Orient
LA PAIX DIFFICILE**

Tribune Socialiste : campagne d'abonnements 1978

Ce n'est désormais plus un secret pour personne : depuis le mois d'octobre *Tribune socialiste* a fait peau neuve. Nos lecteurs, dans l'ensemble, semblent s'en être réjoui. Le nouveau format, la modification de la maquette, un effort accru sur le plan rédactionnel, ont contribué à rendre notre hebdomadaire plus attrayant. Voilà pour le côté jardin.

Côté cour, c'est-à-dire pour l'équipe de *TS*, de tels changements n'ont pas été sans susciter un surcroît de travail. Avec un handicap majeur : le nombre de ceux qui contribuent quotidiennement à la fabrication du journal — sous toutes ses formes —, est, chacun le sait (ou ne le sait pas) extrêmement réduit ; au point que chaque semaine *TS* ne sort qu'au prix d'un véritable exploit. Sans doute n'est-il pas inutile que nos lecteurs le sachent.

Parallèlement aux transformations intervenues dans la présentation du journal, a été constituée une Société de presse assurant de manière autonome la gestion de notre hebdomadaire. C'était nécessaire. C'est chose faite. On imagine assez bien que, compte tenu des coûts de fabrication, sans cesse accrus, les premières mesures prises ont consisté à faire quelques économies. Nous les avons réalisées.

Reste que nous ne pouvions nous en tenir à des mesures de sauvegarde. Aussi avons-nous lancé, chacun le sait, une campagne d'abonnements avec l'objectif de parvenir le plus rapidement possible au chiffre de 2 000 abonnés nouveaux. Le but que nous nous étions fixé ne nous paraissait pas au-dessus de nos forces. Nous avons, pour que la campagne puisse être menée dans de bonnes conditions, édité tout spécialement un pros-

pectus publicitaire ainsi qu'une affichette. Or, en dépit des efforts réalisés par l'équipe chargée de la promotion du journal, il ne nous paraît pas que les résultats obtenus soient à la hauteur de nos ambitions. Quel paradoxe tout de même que de recevoir quotidiennement par le courrier nombre d'encouragements et de voir si peu de résultats dès lors qu'il s'agit de diffuser notre hebdomadaire !

Or, chacun sait que nous abordons, en ce début d'année 78, une période pendant laquelle nous aurons plus que jamais besoin d'un journal vivant et inséré dans les luttes, plus que jamais besoin de nouveaux lecteurs, de nouveaux abonnés. La conclusion, elle est simple. Il faut que les premiers jours de l'année 78 soient marqués par la volonté de placer le maximum d'abonnements. Noël est aussi l'occasion pour développer ce type d'initiatives. Alors... bonne année et joyeux Noël !

L'équipe de TS

TS PREND DES VACANCES

Non, *TS* ne prend pas de vacances. *TS* simplement interrompt sa parution durant une semaine. Le prochain numéro paraîtra le 5 janvier. Entre temps l'équipe de *TS* n'ira ni aux sports d'hiver, ni sur les plages blondes des Caraïbes, pas plus d'ailleurs qu'aux îles Seychelles. Non, elle dormira un peu (1), fera quelques rangements... et préparera le prochain numéro de la rentrée 78. Bref on occupera les locaux... après s'être octroyé trois ou quatre jours pour souffler un peu et avoir la grande forme pour *TS* 78, superbe, se vendant bien, faisant des milliers d'abonnés. En somme le journal que nous souhaitons tous.

(1) Beaucoup même ! (note de la dactylo).



Pour qu'un enfant vive
comme un enfant.

Agissez

UNICEF
CCP 150

35 RUE FÉLICIEN DAVID
75781 PARIS CEDEX 16

Avec 30 F vous pouvez apporter à cet enfant les doses de protéines indispensables à une croissance normale. Avec 15 F vous pouvez lui fournir de l'eau potable pour toute sa vie. Même en donnant peu vous faites beaucoup. Si vous souhaitez participer, retournez-nous ce bon : J'apporte mon soutien à l'UNICEF et vous joins un chèque de

..... F

Nom

Adresse

Si vous êtes une entreprise. Montant du don :

Raison sociale

Adresse

humeur

Conte : il était une fée....

Il était une fois, il y a plus de cent ans, un mystère que l'on nomma électricité. Puis l'on décida que c'était une fée, peut-être la dernière. Ce qui était bel et bon car tel était son aspect.

Courtisée, adulée, prise puis portée aux nues par ceux qui lui avaient donné le jour, la fée éclaira le monde. Elle se répandit dans les villes puis gagna les campagnes en séduisant, au passage, les soviets. C'était toujours bel et bon, pour les soviets amoureux et pour tous les autres. Et l'on racontait aux enfants du siècle comment les bon génies l'avaient apprivoisée pour illuminer le monde. Puis les grands-mères, soigneusement, éteignaient les lumières, laissant la fée se retirer.

Peu à peu, parce que les petits avaient peur, de plus en plus peur, dans le noir, les grands-mères perdirent l'habitude de renvoyer la fée à son mystère noir.

Et dans les villes la fée veilla toute la nuit. La fée chassait les ténèbres et l'Homme, aussi, était rassuré.

Le train, les ascenseurs, le réfrigérateur, l'aspirateur, les scies, les enseignes, le café, les escaliers et l'homme se mirent à marcher avec la fée électricité.

Et, merveille, une veille de Noël, grâce à la fée, un charcutier gagna 2/10^e de seconde en coupant son jambon tandis qu'ailleurs dans la ville, ravie, épanouie, ruisselante sous la pluie, une femme en gagnait 4 avec son couteau électrique. La fée, cela c'est dit depuis, venait de libérer la femme.

En échange de sa liberté.

Elle était si belle — la femme ? la liberté ? la fée ? —, elle rendait tant de services sans rien dire qu'on décida de l'emprisonner à Paris. Dans un sous-sol de rêve et de petites lumières qu'on appela dispatching.

Autour d'elle, de mauvais génies se disputaient pour garder ses faveurs, pour qu'elle cède aux uns plutôt qu'aux autres. De part et d'autres, devant cette beauté muette, le ton monta, on parla de

sequestration arbitraire, de chantage ou d'otages et l'on prit le pays à témoin. L'électricité était menacée par une grève à la diable.

Et la fée, silencieuse depuis si longtemps, interpella les hommes derrière ses barreaux.

Vous n'avez rien compris, hommes de la nuit, c'est mon double, c'est l'ombre totalitaire que vous avez emprisonnée. Vous êtes tous mes otages, vous ne savez plus rien faire sans moi, vous êtes derrière mes barreaux. Vous ne pouvez plus vous passer de mes charmes, vous êtes ensorcellés et votre querelle paraît bien tardive. Aucun de vous ne songe à me rendre la liberté : je suis votre pouvoir et votre drogue, votre hantise et votre espoir. Mais vous ne savez plus...

Vous ne savez plus si je suis la fée ou si je suis l'ombre. Choisissez.

Et la fée leur tourna le dos, lasse et faussement passive, attendant leur bon vouloir tandis qu'ils reprenaient leurs disputes face à la foule piétinant devant une armée d'engins inutiles et dérisoires.

La fée s'était remise à rêver. D'un Père Noël écolo qui l'emmènerait hors de la ville, là où elle pourrait, à la fin de son histoire, être heureuse et avoir beaucoup d'enfants, plein de petites fées que nul ne tiendraient en laisse.

C.M. VADROT ■

Fables express :

● Alors, raconte : Dis, oncle Valéry, et celle du maçon chômeur, tu la connais pas ? [NDLR : « Si, ta ka lire l'édition de Michel Mousel »]

● Chez Fauchon (le meilleur saumon fumé de Paris) : un client pressé commande une crêpe : et qu'ça saute ! Moralité : ventre affamé n'a pas d'oreilles mais a parfois des allumettes.

Etre ou ne pas être

C'est vrai que *TS* avec son nouveau visage, paraît plus lisible, plus « vendable ». Cependant dans *TS* n° 766 (du 14 au 20 décembre 1977) deux articles sont lisibles seulement par des spécialistes déjà bien au fait des questions traitées. Il s'agit de la « crise portugaise » de Karl van Meter dans lequel les noms, les faits historiques sont cités pour mémoire, l'auteur considérant sans doute qu'un militant PSU ne saurait ignorer les uns et les autres. C'est complètement être à côté de la plaque. Pour deux raisons : le militant PSU n'est pas forcément au courant de tous les faits, ne connaît pas forcément tous les acteurs de la révolution portugaise ; *TS* est-il seulement un journal pour militants ou pour un public plus large ?

L'autre article incriminé, c'est celui de Sparfel sur la banque. Alors là, chapeau. Crédits encadrés, crédits non encadrés, les crédits en devises, les euro-crédits, les euro-obligations. Quelle est la cible ? 50 lecteurs de *TS* peut-être ; le système bancaire, on a bien conscience du rôle qu'il joue (excellent début d'article) et on voudrait que tout soit démonté pièce à pièce mais en comprenant. A quoi bon être autogestionnaire si on parle un de ces langages justement qui s'efforce de perpétuer (c'est sa fonction) la division entre compétents et exécutants.

Alors camarades de *TS*, soyez pédagogues ou ne soyez plus. Si on fait l'effort de vendre *TS* aux camarades affectés aux postes les plus simples, il faut leur parler comme *La Vie ouvrière* et ce n'est ni démagogique, ni insultant. Je crois que Marx peut se traduire dans le vocabulaire de base du français moyen. Pourquoi pas le reste.

A force de ne pas tenir compte de lettres comme la présente, dites-vous bien qu'il n'y aura jamais de campagne d'abonnement

solide et durable. Quand certains copains ont fait l'expérience de *TS* 6 mois, ils ne « veulent » plus recommencer. [...]

R. CHEUDEL ■

Entre de Closets et le PC

De ceux que l'on dit sympathisant et recevant depuis six mois *TS* régulièrement, je voudrais vous donner mon avis et quelques remarques. Une remarque tout d'abord dans la page réservée à la télévision. Sauf exception, je sais déjà ce qu'il y a : « *La TV c'est moche* ». Mais ça, tout le monde le sait. *TS* adressé aux militants et à des gens ayant dans leur grande majorité un sens critique vis-à-vis de la TV, ce sont, chaque semaine, des redites inutiles. D'autre part sans vouloir le moins du monde défendre *France-Inter*, il me semble que c'est une des grandes stations la moins navrante ; si l'on trie, le soir, on arrive à avoir avec *Marche ou rêve*, dans l'ensemble, une bonne émission ; peut-être pas révolutionnaire, mais pas trop pourrie non plus, à mon avis.

Quant à de Closets il a « mangé bon » dans *TS* ma foi. Moi, ça m'a surpris. Les bouquins qu'il publie, au moins pour moi, sont de la matière, des chiffres et une certaine façon de voir les choses qui peuvent donner à penser : bien vivre, travailler, produire autrement, ce n'est pas tout bon, mais il y a un certain état d'esprit qui mérite au moins qu'on s'y arrête. Je ne sais et peut-être ne suis-je pas assez critique...

A propos de l'article sur la confrontation PCF-PSU : deux pages pour pas grand chose ; je ne vois pas en quoi les choses ont vraiment évolué. C'est sûr que pour le PCF un petit geste vers les autogestionnaires avant les élections, ça ne fait pas de mal. De là à dire — ou presque — que le PCF reconnaît le mouvement autogestionnaire après le constat !... Non, là je suis fort déçu...

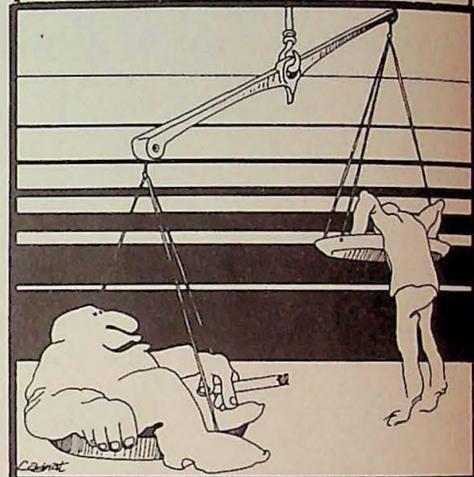
Je pense qu'il serait bien aussi qu'il y ait

une fois dans *TS* un article d'ordre général sur les conditions des travailleurs dans les villes moyennes, où la majorité des entreprises ont 100 travailleurs pour les plus grosses, les difficultés qu'ils rencontrent... Sinon, ça va, *TS* est maintenant lisible et compréhensible.

B. EMERAUD ■

PSU documentation

Démasquer les contradictions du discours politique de la bourgeoisie libérale, les mettre en évidence et montrer que les arguments de ce discours ne trouvent dans les faits aucun fondement, tel est le but de ce PSU-Documentation sur les inégalités.



PSU DOCUMENTATION

série CAPITALISME ET SOCIALISME

la France au hit parade des inégalités

n° 130 novembre décembre 1977 prix: 4f

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Profession.....

Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1) à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent

Rédacteur en chef : José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint : Claude Deslhiat

Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan.

• Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Marielle, B. Ravenel.
• Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gasteller, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot.

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulin, Fénu, Mathé

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot

Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique » 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Rédaction : 566.45.64 et 566.45.37 poste 096

Administration et publicité : 566.45.37

Numéro de la commission paritaire : 50 392

Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression :

Société nouvelle de l'imprimerie spéciale du chèque 38, rue de la Fédération, Montreuil - 858.88.33

Changement d'adresse

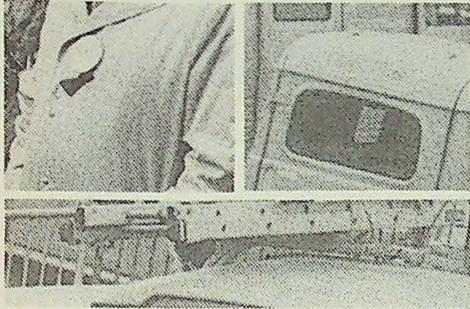
Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes.

● **Où va la France ?**

- Chalandonnette
par **M. Mousel** p 5
- Mauvaise victoire et amère défaite
par **F. Turquan** p 6
- Le songe creux d'Atthalie
par **S. Lyllan** p 7
- Après les rencontres avec les centrales p 8
- Dollar : les Américains jouent et gagnent
par **M. Anvers** p 9

● **Social**

- EGF : la pause
par **P. Antoine** p 10



- Pechiney contre Brignoles
par **B. Blanc** p 11

● **Débat**

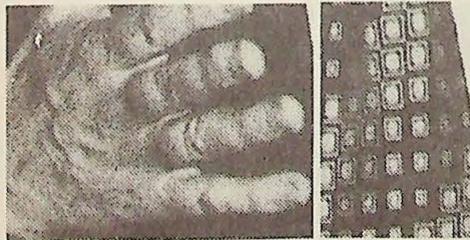
- L'utopie réaliste,
table ronde animée
par **J.-M. Demaldent** . . . p 12-14

● **Forum de l'autogestion**

- Paul Blanquart : « produire autre chose,
penser autrement ».
Propos recueillis
par **P. Guarrigues** p 15-16

● **Et pourtant elle tourne**

- Portugal : crise au gouvernement et gou-
vernement de crise
par **B. Ravenel** p 17
- Polisario : Les Jaguars de VGE
par **V. Leduc** p 18
- Proche-Orient : La paix difficile
par **J. Sanchez** p 19



● **Les armes de la critique**

- Sélections
par **M. Camouis, M. Etienne, S. Lyllan** p
20-21
- Théâtre : Visage pour Pasolini
par **D. Nores** p 22
- Télé : Fêtes en soldes
par **Ph. Mariélie** p 23
- Noël partageux
par **F. Claire** p 24



Chalandonnette

Par Michel MOUSEL



Il était une fois une agence immobilière qui louait des maisons dites économiques. Tellement économiques qu'on les avait construites sur un terrain mouvant, et qu'on avait lésiné sur les fondations.

Cette agence avait bien des ennuis avec ses locataires. Depuis plusieurs années, le même scénario se reproduisait : les maisons glissaient et se fissaient. Les locataires partaient. Pour en retrouver de nouveaux, l'agence VGE bouchait les fissures au mastic, donnait un coup de peinture à l'extérieur, posait des papiers neufs. Et, tant bien que mal, on la louait comme neuve à d'autres gogos.

Mais la situation s'aggravait. D'abord, à la longue, ça commençait à se savoir dans le pays et on murmurait qu'un comité de locataires se préparait à occuper l'agence. Et puis il n'y avait pas que des fissures. Les poutres fournies par l'entreprise « *emploi* » fléchissaient et les plafonds de chez « *inflation* » étaient crevés par la pluie à chaque orage. On fit alors appel au meilleur décorateur de France qui fit raboter les poutres pour cacher leur inquiétante courbure, et transformer en motifs abstraits les cernes du plafond.

Tout cela ne parvint pas à tromper grand monde et le mécontentement allait croissant. Une agence concurrente de VGE faisait savoir que, fissures ou pas, elle ferait rentrer les locataires chez eux, dût-on faire appel aux CRS. Cette agence — la RPR —, qui ne s'embarrassait pas de peinture et de mastic, était d'ailleurs celle qui avait été jadis le promoteur des chalandonnettes.

Du côté des comités de locataires, tout n'alla pas d'abord pour le mieux. Un certain nombre de leurs responsables s'étaient longtemps occupés de contester les couleurs de la peinture choisie par les agences. Mais ils n'étaient pas d'accord entre eux sur la couleur. S'ils refusaient à la fois le bleu « *horizon* » de chez RPR et le bleu « *enfant de Marie* » de chez VGE, les uns préconisaient le rose, d'autres le rouge et certains encore le vert.

Jusqu'au jour où les locataires découvrirent enfin le bon choix. D'abord, qu'il fallait commencer par les fondations. Ensuite, qu'ils pouvaient être leurs propres maçons. Enfin, qu'ils n'avaient pas besoin d'agences.

Ce jour-là, le directeur de chez VGE se retira et écrivit des fables pour tout petits enfants. ■

où va la France ?

mauvaise victoire et amère défaite

Les critiques adressées au Parti socialiste par le PCF semblent ne pas connaître de limites.

« *Mo, rompre? Jamais mon parti ne rompra* », s'était exclamé Georges Marchais le soir du 22 septembre. Et il avait ajouté : « *Nous nous sommes battus pour l'unité dans les conditions les plus difficiles. Quand nos propositions étaient reçues par des insultes. Jamais nous ne renoncerons à l'unité. Je suis sûr qu'elle finira par triompher.* »

Que reste-t-il aujourd'hui de cette déclaration d'intention? Semaine après semaine, dans *l'Humanité*, à travers des déclarations publiques, le ton de la direction du PCF s'est durci. De la critique sur le « non-respect de

l'accord de 1972 », on en est venu aux attaques sur le « virage à droite » du PS, puis à la dénonciation de la perspective de « gestion de la crise » qui serait celle des socialistes.

Le « combat unitaire » a cédé le pas aux antagonismes déclarés. Georges Marchais a fait franchir un nouveau seuil à la polémique en disant à un parterre choisi de journalistes, il y a dix jours, que « dans beaucoup de domaines, oui », le PS et la droite c'est, souvent, bonnet blanc et blanc bonnet. Ce type de formule nous reportait vingt-cinq ans en arrière. Mais on se sentait

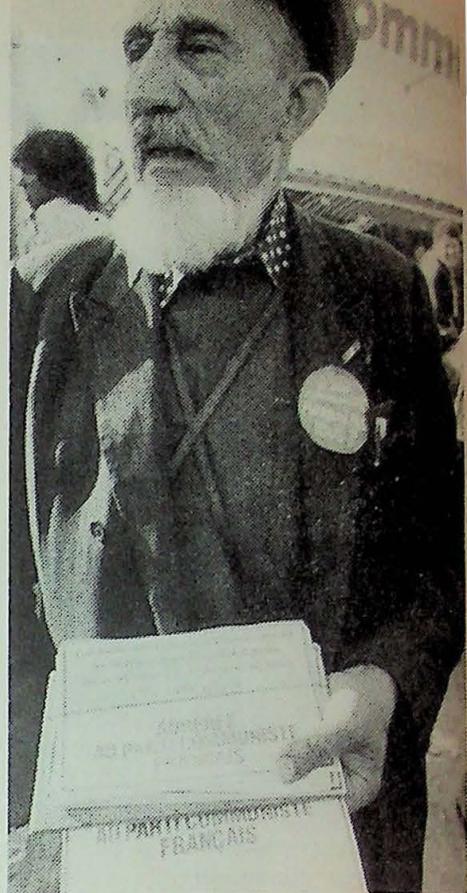


Photo DR

remonter plus loin encore dans le passé en entendant un peu plus tard Georges Marchais expliquer, en substance, que le problème actuel n'est pas celui de la victoire à tout prix de la gauche en mars 1978, et

bêtisier

Le PS vient de publier un petit catéchisme économique (1) sous la forme de questions et réponses. Les réponses sont parfois aussi surprenantes que révélatrices ; ainsi par exemple, la réponse à la question n° 54 : « *Que pensez-vous du profit ?* ».

On commence par nous dire : « *Toute richesse tire sa valeur du travail qu'elle a créée.* » Tout va bien. La suite surprend davantage. On nous dit, « *Il est le surplus qui apparaît une fois la force de travail rémunérée.* » « *Rémunérée* » ? La force de travail n'aurait-elle pas de prix ou de valeur ? Pourquoi « *surplus* » et pas « *plus-value* » ? Veut-on nous cacher l'exploitation capitaliste ? Définition amusante. Le profit n'est qu'une partie de la plus-value. Ici, il se confond avec ce que le PS appelle le « *surplus* ». Cela veut-il dire qu'avec le PS on produira sans consommer de matières premières, sans user les machines, etc ?

Plein de bonne volonté, on met ça sur le compte des nécessités pédagogiques. On chasse ces vilaines pensées polémiques. Pourtant, la suite donne raison à nos doutes. Elle est gratinée.

Les socialistes sont-ils pour le profit ? Ils sont subtils, ils ne disent pas qu'ils sont « *pour* ». Ils disent qu'ils « *ne sont pas contre...* », à certaines conditions. A quelles conditions ? « *Lorsqu'il est l'expression d'une richesse nouvelle et réelle pour la collectivité.* » Notez l'innovation : on ne nous parle pas d'une richesse collective ou privée, mais d'une richesse « *pour la collectivité* ». On ne nous dit pas exactement quels profits sont inadmissibles ; mieux, on ne dit pas comment on interdira les « *mauvais* » profits. Ce qu'il faut retenir, c'est que le profit est une « *expression* » ; expression de quoi ? d'une « *richesse* ». Une idée se dessine ; si on veut la « *richesse* » il faut accepter l'« *expression* ». Pour mieux éclairer notre lanterne incertaine, le texte ajoute qu'il faut être pour le profit parce qu'il est « *l'expression* » de quelque chose que les socialistes « *tiennent pour essentiel* » : « *les entreprises... efficaces et performantes* ».

La suite est beaucoup plus explicite encore. On nous dit que

« *concrètement* », l'attitude socialiste est guidée par trois principes. Le premier mérite d'être cité intégralement.

« *Les profits doivent être répartis plus justement. Une large part doit servir à financer les investissements nécessaires à la croissance ; une autre partie doit revenir à la collectivité, sous la forme de l'impôt ; une troisième part doit servir à rémunérer ceux qui ont apportés leurs capitaux à l'entreprise. Enfin, il ne faut pas dans la répartition du profit, oublier ceux qui, en apportant leur travail, ont permis à l'entreprise d'obtenir de bons résultats !* »

Notons que l'auteur s'est tout de même senti obligé de ponctuer sa phrase avec un point d'exclamation. On avait donc raison de suspecter dans les définitions initiales une volonté de faire disparaître l'exploitation capitaliste. Il ne faut pas s'en prendre au capitalisme. Il faut simplement mieux répartir le profit synonyme de « *richesse* ». Comment ? En n'oubliant pas « *enfin* » ceux qui « *apportent* » leur travail, ... même si par ailleurs on dit que toute valeur créée provient du travail.

Le second principe consiste à dire que le profit ne doit plus être le seul indicateur de l'orientation économique ; mais on ne nous dit pas comment. Pour le reste, il faut qu'on ne puisse plus réduire le profit « *artificiellement... par certains procédés* », il faut améliorer la vérité des comptes et, pour cela, modifier certaines règles fiscales et comptables... Ou comment on peut parfaitement être « *socialiste* » sans être « *anticapitaliste* ».

Le petit ouvrage contient d'autres gags. Conseillons en particulier la question n° 4 : « *Le plan Barre ne s'inspire-t-il pas de la politique social-démocrate allemande ?* ». La réponse consiste à dire principalement que « *La France n'est pas l'Allemagne...* »

J.-M. DEMALDENT ■

(1) *Parti socialiste*, 89 réponses aux questions économiques, Paris, Flammarion, 1977, 127 p.

qu'une « mauvaise victoire » comme celle de 1956, n'est pas préférable à une défaite. Autrement dit : la social-démocratie glisse irrévérablement vers la droite, elle est vouée à mener une politique gouvernementale d'austérité, elle ne se différencie guère de la droite. Il y a là des dérangeaisons qui rappellent la tactique « classe contre classe » de 1928 dont on sait à quels désastres elle a conduit le mouvement ouvrier.

Tactique ou stratégie ?

En durcissant à ce point son attitude, le PCF a-t-il opéré un simple revirement tactique, ou bien esquisse-t-il une révision de sa stratégie ? La deuxième hypothèse ne pourrait être envisagée que s'il existait, pour le PCF, une stratégie de rechange. L'approfondissement de sa réflexion depuis 1968, la définition, par son 22^e congrès, d'une stratégie du passage pacifique au socialisme, dans le cadre de la démocratie bourgeoise, au moyen de l'exercice légal du pouvoir par une série de réformes graduelles, excluent cette possibilité. Le PCF ne reviendra pas en arrière ; il préservera ses options essentielles.

Son virage tactique n'en est pas moins important. La manière dont il a été pris, l'expression qui lui a été donnée, le recours à tout un arsenal polémique que l'on pouvait croire rejeté, tout cela montre jusqu'où le PCF veut aller.

On pouvait croire, en août et septembre, que le PCF cherchait simplement à consolider ses positions, à préparer les lendemains de la victoire électorale en jetant les bases d'un bloc politique et syndical capable de contre-balancer les tendances droitières d'un PS dominant sur le plan parlementaire. Mais, depuis, il est allé jusqu'à hypothéquer les chances de succès de la gauche en mars 1978. Pour lui, ce qui est en jeu désormais, ce n'est plus seulement d'obtenir un rééquilibrage du rapport des forces et d'arracher des garanties au PS, c'est de conquérir l'hégémonie au sein de la gauche, y compris, à moyen ou long terme, sur le plan électoral.

Pourquoi ?

La direction du PCF s'est engagée dans

un jeu dangereux. Y compris pour son propre parti : n'est-il pas en train de démontrer son inconséquence ? Si les social-démocrates sont toujours des « social-traîtres » potentiels, pourquoi s'être allié avec eux en 1972, pourquoi avoir maintenu cette alliance, malgré, notamment le contenu ambigu de la campagne présidentielle de Mitterrand en 1974 ? L'attitude du PCF ne renforce-t-elle pas l'hostilité qui existe à son égard chez de nombreux électeurs de gauche — et pas seulement chez ceux du PS ?

Mais c'est pour les travailleurs et l'avenir du mouvement ouvrier que le danger est le plus grand. Le problème n'est pas tant que le PCF ait mis entre parenthèses l'Union de la gauche — qui n'en était pas une —, ni qu'il ait enterré le Programme commun — qui, ne lui en déplaise, n'aurait jamais pu être « bon ». Il est que son attitude sectaire et ses critiques outrancières risquent de briser la dynamique unitaire, et la combativité des travailleurs.

Un double danger

Le danger est double : il est d'abord que la gauche perde les élections — et le PCF pourra toujours aller expliquer aux « larges masses » que c'était une « amère défaite » valant mieux qu'une « mauvaise victoire » ! Cette défaite, permettant à la droite de mener jusqu'au bout sa politique d'austérité (auprès de laquelle l'ère des plans Barre paraîtra paradisiaque) affaiblirait durablement le mouvement ouvrier et reculerait dans un futur lointain toute perspective de reconstruction de l'unité sur des bases nouvelles. Mais il est aussi que la gauche gagne les élections dans de mauvaises conditions, sans cet élan unitaire dont pourra se nourrir une mobilisation populaire permettant l'irruption des travailleurs sur la scène politique, brisant ainsi toute tentative de gestion de la crise.

Aussi, plutôt que de penser à ce qu'on fera de l'unité après la défaite, mieux vaut travailler aujourd'hui pour qu'elle se fasse dans l'action contre la droite et le patronat, même sur des bases limitées, même à l'échelle modeste des possibilités actuelles, pour qu'elle crée les conditions de la victoire et ouvre aux travailleurs le chemin du pouvoir.

François TURQUAN ■

LE SONGE CREUX D'ATHALIE

L'association pour la démocratie vous connaissez ? C'est une officine para-gouvernementale animée par Michel Bassi et Alain Trampoglieri pour promouvoir le « produit VGE » — le produit présidentiel.

Le premier gadget pré-électoral vient de sortir. Il a été présenté à la presse il y a quelques jours au cours d'un grand pince-fesses très parisien au restaurant Elysée-Matignon.

Cette petite merveille est une BD, une bande dessinée ; « même les Américains n'y avaient pas pensé ! » s'exclame *l'Express*. Une BD venant relayer les romans de politique-fiction qui ont fini d'amuser les lecteurs ; surtout qu'ils avaient forme de livres ce qui restreignait d'autant leur efficacité, la diffusion d'un livre étant forcément restreinte.

Le nouveau « produit électoral » s'attaque à plus gros gibier. Un million d'exemplaires déjà produits, 400 000 autres sont déjà sous presse. Quel est le thème de cette œuvre d'art ? Vous l'avez deviné, c'est l'histoire de la victoire de « Georges et François » en mars 78, de leurs difficultés (ou plutôt de celles du Français moyen), de leur échec, de leur chute. C'est gros, c'est vulgaire, c'est bête et c'est moche.

Quand on regarde ça, on se dit que personne ne peut s'y laisser prendre et que même un article de Jean-François Revel doit être plus dangereux ! Mais à y regarder de plus près, c'est sûrement faux !

La BD est, depuis sa création, un support politique de premier ordre. Il y a eu diverses étapes. La première génération donnait à la BD un double rôle : celui de reflet et celui de créatrice d'idéologie dominante. Puis, des dessinateurs progressistes s'apercevaient de l'importance de la BD et s'en emparaient. Aujourd'hui, c'est la droite « politique » qui fait dans le genre populaire. Dangereux ! Et un bon conseil : si votre fils doit aller chez le médecin ou chez le dentiste, si votre belle-mère doit aller chez son avocat, accompagnez-les. Car ils risquent, dans les salles d'attente, de tomber sur *Le Songe d'Atthalie* (c'est le titre). Il est en effet offert à tous les notables pour les fêtes de fin d'année.

Stéphan LYLLAN ■



après les rencontres avec les Centrales

Le PSU fait le bilan de ses rencontres successives avec la CFDT, la FEN et la CGT.

Au cours des deux derniers mois, le Bureau national du PSU a rencontré successivement les dirigeants de la CFDT, de la FEN et de la CGT. Chacune de ces réunions a porté à peu près sur les mêmes questions : l'analyse de la situation politique, notamment à gauche, les « plates-formes » des trois organisations, les propositions unitaires du PSU.

En ce qui concerne la gauche, le PSU n'a pu qu'être frappé par le manque de recul que chacune des grandes organisations syndicales marquait par rapport à la situation immédiate et à ses enjeux. Appartenait-il à chacune d'entre elles de désigner

aimablement fait savoir Jacques Julliard dans le *Nouvel Observateur*).

Ainsi, au fur et à mesure de ces rencontres, certains procès d'intention qu'on pouvait chercher à nous faire se sont dissipés ; encore qu'il restera à savoir pourquoi la CFDT nous a cherché querelle à propos de « rassemblements de travailleurs pour l'unité populaire » et a limité sa présentation de nos entretiens à une polémique marginale sur cette question ; et à connaître les bilans que tireront la FEN et la CGT de l'ensemble de leurs discussions avec les partis politiques.

Les dérobadés

Mais, pour l'essentiel, le résultat de leur attitude est que les trois organisations se sont dérobadés à la question centrale que nous leur avons posée : « pourquoi les syndicats ne prendraient-ils pas ensemble l'initiative de débats auxquels seraient conviés les partis politiques, sur les problèmes qui touchent le plus directement les travailleurs : l'emploi, la formation, la réduction des inégalités, etc. ». Chacune nous a répondu que ça serait utile si les autres le voulaient bien, mais qu'elle savait d'avance que ce serait refusé !

Du coup, chaque centrale accepte le débat... à condition d'en être maître. La CFDT a organisé des rencontres sur l'information et sur l'énergie où les partis politiques ne se sont pas contentés de reproduire leurs diatribes télévisées : ce qui prouve que de telles initiatives, qui sont positives,

pouvoirs » pour les travailleurs dans les entreprises nationalisées. Il est vrai que la CGT a accepté le principe d'une discussion bilatérale avec nous sur le thème : « gestion démocratique et autogestion ».

De même André Henry nous a-t-il présenté, oralement, une version sensiblement plus « autogestionnaire » du projet éducatif de la FEN qu'il n'y paraît à la lecture du document écrit. Là aussi, il faudrait approfondir pour y voir plus clair...

Une petite lueur

Tout cela n'est pas sans rapports avec la difficulté évidente de déterminer une stratégie syndicale pour la période actuelle. Ce n'est sûrement pas en faisant comme si le poids des problèmes politiques de la gauche ne se faisait pas sentir qu'on y parviendra. Au contraire. Malgré toutes les réserves, les prudenances et les arrières-pensées, l'unité d'action et son extension aux partis est la seule réponse viable à la situation. Lorsque nous avons dit à la CGT que face aux menaces gouvernementales et patronales visant les libertés syndicales, aux atteintes au droit de grève et aux menées racistes, il fallait envisager une réaction unitaire contre ceux qui précisément espèrent maintenant jouer sur la division, Georges Séguy nous a répondu que sur ce terrain-là, la CGT serait favorable à une entente syndicats-partis. Peut-être y a-t-il là une petite lueur...

Secrétariat national du PSU

Rencontre FEN-PSU

La FEN et le PSU se sont rencontrés le 5 décembre 1977. Les deux délégations conduites par André Henry et Michel Mousel ont procédé à une analyse approfondie des problèmes économiques et sociaux à la lumière, notamment, de la grève du 1^{er} décembre.

Elles ont constaté une large convergence d'analyse sur les causes et les conséquences des choix politiques du gouvernement actuel. Elles ont également noté un accord sur la nécessité de s'opposer d'une part à la dégradation constante de liberté en France illustrée notamment par l'affaire K. Croissant, d'autre part aux atteintes graves portées à la laïcité de l'école et de l'Etat.

Le PSU et la FEN estiment indispensable qu'une lutte unitaire soit engagée contre la recrudescence de la violence et la nouvelle montée du racisme.

Le FEN a présenté au PSU ses grands choix prioritaires en matière d'éducation et de formation, et a précisé sa revendication de la nationalisation laïque de l'enseignement conçue dans un esprit de paix et de concorde.

Le PSU a pris acte de ces grandes orientations. Il a constaté l'existence de convergences importantes dans l'analyse et la nécessité d'approfondir la discussion sur les propositions. Il a manifesté son désir de reprendre des contacts avec le CNAL.

Les deux délégations ont estimé, en conclusion de leurs discussions, et chacune dans leur domaine respectif de responsabilités, qu'il était possible et nécessaire dans les prochains mois que des débats de sensibilisation et de mobilisation soient organisés sur des thèmes unitaires : emplois, fiscalité, sécurité sociale, devenir de l'école, liberté et racisme.

Les deux organisations sont convenues de demeurer en contact pour approfondir leur réflexion.

Paris, le 6 décembre 1977



Photo DR

« son » responsable de la crise, ou plutôt d'analyser au fond, et par rapport à ses préoccupations propres, les points d'accrochage essentiels entre le PCF et le PS ? La préférence marquée pour la première attitude pouvait les conduire à souhaiter du PSU qu'au moins lui, qui n'avait pas été impliqué dans les négociations, conforte la position de l'un ou de l'autre des partenaires.

Il n'a pas été question d'entrer dans ce jeu, ce qui explique sans doute des déclarations aigres de la CFDT et le laconisme sur ce sujet des conclusions des discussions avec les deux autres organisations. Si la CFDT s'est montrée dépitée que nous ne « blanchissions » pas le PS, la FEN ne nous a rien demandé de tel et la CGT a compris que nous ne « blanchirions » pas non plus le PCF. Il faut d'ailleurs noter que, dans ses conclusions finales aux rencontres avec les partis, la CFDT a repris un certain nombre des analyses que nous avions présentées, et qu'elle paraissait initialement contester (analyser les « causes profondes », c'était fuir le débat, si ce n'est mentir comme nous l'a

mériterait d'être élargies. La FEN, sur « emploi et formation », nous renvoie au CNAL (Comité national d'action laïque). La CGT poursuit sa campagne sur sa propre plate-forme et contre la « révision en baisse du Programme commun », tout en regrettant, comme nous l'a dit Georges Séguy, que malgré l'ensemble des « convergences positives » la confrontation avec la plate-forme de la CFDT n'ait pu vraiment avoir lieu.

Pourtant lesdites « convergences » mériteraient bien d'être explicitées. Sur le fond des propositions sinon sur les moyens, nous ne pouvons que constater celles que nous avons avec la plate-forme de la CFDT. Mais les progrès des idées autogestionnaires contraignent nos interlocuteurs à des mises à jour pour le moins complexes. Ainsi la CGT combine-t-elle le « resserrement de l'éventail des salaires » avec la « mise en place d'un véritable système d'échelle mobile » s'appliquant « à tous les salariés de toutes catégories couverts, ou susceptibles d'être couverts, par les conventions collectives ou statuts » ; ou encore, utilise-t-elle des formules vagues pour parler « de nouveaux droits et de réels

Dollar : les Américains jouent et gagnent

Dans la guerre qu'il livre aux autres monnaies, l'Oncle Sam sait jusqu'où il ne peut pas aller trop loin pour ne pas voir augmenter le prix du pétrole.

« Chute historique, records de baisse, psychose collective... » les mêmes termes reviennent toujours dans les commentaires des crises monétaires accompagnés de déclarations dramatiques aux accents de communiqués de guerre. Le dollar glisse, baisse, dérape, essentiellement par rapport au Yen, au Mark et au Franc suisse, obligeant les banques centrales européennes et japonaise à intervenir pour enrayer cette chute que les Américains « observent », sourds aux appels des gouvernements occidentaux et nippon leur demandant de réagir.

Car cela coûte cher la baisse du dollar, depuis février 1977 : les banques centrales d'Europe et du Japon ont dû acheter une centaine de milliards de dollars dont elles n'ont nul besoin, uniquement pour empêcher la dégringolade de la devise américaine. Pendant le second semestre de 1977, le mark s'est apprécié de 10 % par rapport au \$ et la Bundesbank dispose de plus de 61 milliards de réserves en devises, dont la majeure partie en \$ se déprécie invariablement.

Guerre monétaire reflet d'une guerre économique profonde, cette bataille des monnaies est un vaste règlement de comptes. Les données affichées du problème sont les suivantes : les USA avancent qu'ils sont l'un des rares pays industrialisés à s'employer à mettre un terme à la stagnation économique, à stimuler leur économie. Ce qui provoque une croissance importante de leurs importations qui n'est pas contrebalancée par une croissance similaire de leurs exportations limitées par les politiques anti-inflationnistes japonaises et allemandes qui ont pour effet le plafonnement des achats de ces pays à l'étranger, et l'expansion de leurs exportations.

D'où un important déficit commercial américain (près de 25 milliards de dollars) et des excédents commerciaux conséquents au Japon (+ 10 milliards de dollars) et en Allemagne (31 milliards de marks pour les 10 premiers mois de 1977). Le contentieux

USA-Japon est le plus grave, le déficit américain avec ce pays atteint à lui seul 8,5 milliards de dollars.

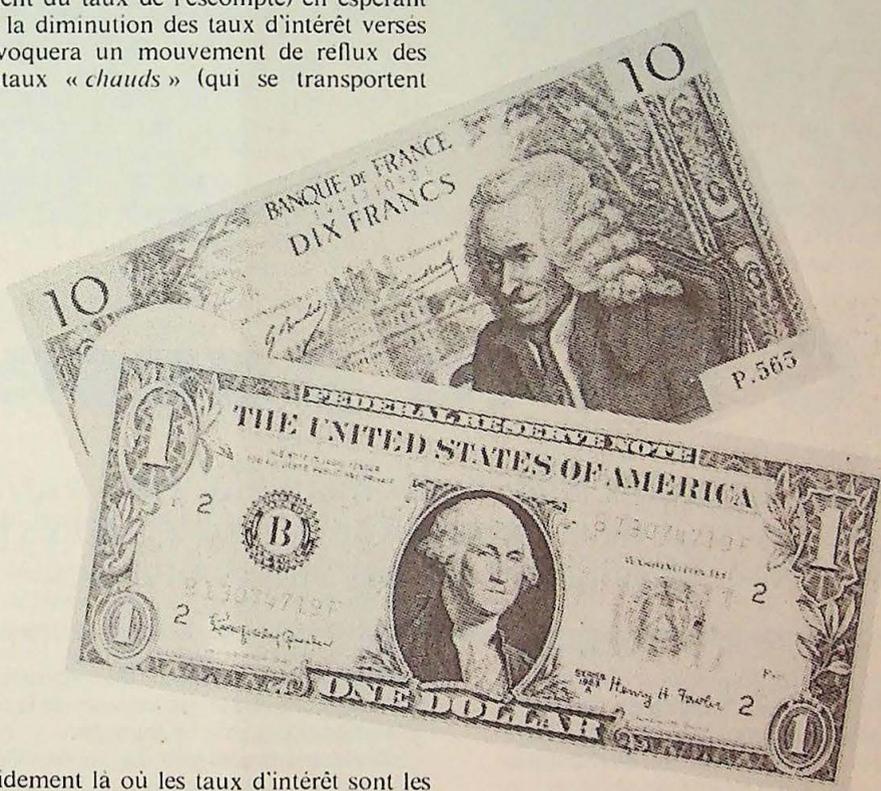
Convaincus que leur déficit diminuerait lorsque l'activité économique des autres pays se serait alignée sur la leur, les Américains laissent fléchir le dollar pour amener Japonais et Allemands à prendre des mesures de relance. Querelle de familles capitalistes sur fond de restructuration de la division internationale du travail. « Si les époux ne vivaient pas ensemble, les bons mariages seraient plus fréquents » disait Nietzsche.

Les premiers résultats de ce chantage économique apparaissent. Après des pressions US répétées, Tokyo s'est résolu à préparer un budget de relance massive avec pour objectif d'atteindre un taux de croissance de 7 % et à diminuer ou supprimer les droits de douane sur plus de 300 articles, dont les automobiles. Il reste maintenant à convaincre les Japonais d'acheter davantage « étranger », ce qui n'est pas évident.

Du côté allemand, pour arrêter la spéculation internationale, ce sont des mesures d'ordre monétaire qui ont été prises (abaissement du taux de l'escompte) en espérant que la diminution des taux d'intérêt versés provoquera un mouvement de reflux des capitaux « chauds » (qui se transportent

fortes (au mark), ce qui renchérirait nos importations et relancerait l'inflation, les Banques centrales achètent des dollars dont elles n'ont aucun besoin, et elles financent ainsi une bonne partie du déficit américain. Phénomène qui n'est pas nouveau.

Un seuil pourtant à ne pas franchir existe pour les USA : celui en dessous duquel la baisse du dollar conduirait les pays de l'OPEP à relever de façon conséquente le prix du pétrole. Ce seuil, les Américains ne souhaitent pas l'atteindre, car si l'origine du déficit US peut se trouver dans l'invasion des produits japonais, elle est aussi pétrolière. Ménageant leurs propres ressources, les USA ont accru le taux de couverture de leurs besoins par des importations d'énergie (ce taux est passé de 25 % en 1972 à près de 45 %). Jusqu'à présent, les pays producteurs réactionnaires ont accepté que le prix du baril se dévalorise par rapport aux devises fortes, en raison de la baisse du dollar (monnaie de paiement du pétrole) et en fonction aussi de l'inflation américaine et mondiale. L'accepteront-ils toujours et surtout parviendront-ils à toujours imposer leur volonté aux autres pays de l'OPEP ?



rapidement là où les taux d'intérêt sont les plus élevés).

Ces mesures ne semblent pas satisfaire les Américains qui continuent à exiger de Tokyo notamment un effort plus marqué d'ouverture du marché japonais.

Autrement dit, rien n'est joué. De part et d'autre de l'Atlantique et du Pacifique les invectives vont bon train, le Président de la Banque nationale suisse déclare : « On ne peut plus taxer les USA de douce insouciance en ce qui concerne le \$, ils font maintenant preuve d'une négligence coupable ».

Mais les mots n'empêcheront pas que le dollar ne cessera de baisser que le jour où les Américains l'auront ainsi décidé, cette baisse étant loin de les gêner. Pour financer leur déficit, les USA peuvent créer autant de dollars que de besoin. Pour empêcher la chute du dollar par rapport aux monnaies

Vaste problème de rapport de force économique.

Quant au Franc, s'il « se défend » par rapport au dollar, il « glisse » sérieusement par rapport au Mark, la monnaie de notre premier « partenaire » économique ; sur ce point aussi M. Barre n'est pas très brillant.

Dans cette chienne monétaire et commerciale mondiale, il est grand temps de trouver le chemin vers d'autres voies d'échanges économiques fondés non plus sur des rapports de force exacerbés, mais sur la coopération ou la complémentarité, quitte à rompre, comme le préconise la Commission économique du PSU, avec le marché mondial, et par conséquent avec le dollar. Utopie ? Non, réalisme...

Martial ANVERS ■



Photo DR

EGF : la pause

Période défavorable à un mouvement dur. Pourtant, à EGF, on envisage de recommencer en janvier, après la pause de Noël, et selon des formes plus populaires.

Le vendredi 16 décembre a marqué un point fort dans la mobilisation du personnel d'EGF : débrayage et coupures durant toute la matinée et délégations auprès des directions.

A Paris, 10 000 agents ont manifesté devant la direction générale de la rue Louis Murat. Depuis la grève interprofessionnelle du 1^{er} décembre, la combativité du personnel s'est amplifiée. De nombreux agents non grévistes lors des grèves tournantes se sont retrouvés dans l'action.

Après les manœuvres de Boiteux, laissant sous-entendre le 12 décembre qu'il y avait des possibilités d'accord alors qu'il voulait mieux fermer la porte à toute négociation réelle, le vendredi, les fédérations CGT et CFDT ont décidé la pause pour les fêtes de fin d'année afin de ne pas gêner les usagers.

La reprise éventuelle du mouvement sera fixée le 4 janvier.

Au cours de l'action, dans un contexte de lutte difficile, plusieurs orientations se sont fait jour. Pour certains, la période, à 2 mois d'une échéance électorale majeure, n'est pas

propice à un mouvement dur, actuellement isolé, et qui subit le matraquage de la télé et d'une grande partie de la presse.

D'autres s'interrogent sur la possibilité de déboucher syndicalement face à un pouvoir qui ne peut reculer sans perdre sa crédibilité et qui sait fort bien à quoi s'en tenir sur les choix électoraux de la majorité du personnel. Depuis longtemps, ils ne font plus partie d'un électorat que le gouvernement pourrait peut-être se concilier (cf. le bras tendu aux rapatriés, commerçants et paysans).

Il n'en reste pas moins que le développement de l'action syndicale est indispensable pour créer une dynamique unitaire favorable aux travailleurs sur le plan syndical et sur le plan électoral. Le choix des actions doit être fait afin d'accroître les liens avec les usagers et de rendre le mouvement populaire.

Déjà il y a trois ans, lors des assises CGT et CFDT, des propositions avaient été faites allant dans ce sens (grèves de la facturation, refus des coupures de courant pour impayés, utilisation des moyens publicitaires

EDF). Elles pourraient être avantageusement reprises en janvier.

Pierre ANTOINE

naphtachimie : les crakings stoppés

La Constitution garantit le droit de grève. Mais le tribunal d'Aix-en-Provence permettra-t-il aux patrons de faire payer les syndicats pour « délit de grève » ?

Depuis le 1^{er} décembre, à l'appel de leurs organisations syndicales CFDT, CGT et FO, les 160 travailleurs postés des vapocrakeurs III et IV de l'usine Naphtachimie de Lavera sont en grève reconductible. Ce centre pétrochimique appartient au trust Rhône-Poulenc. Il emploie 3 000 salariés et produit 700 000 tonnes de propylène et d'éthylène par an.

Les ouvriers en grève se battent pour un accroissement des effectifs et l'amélioration des conditions de sécurité. Le conflit s'est durci lorsque la direction, refusant toute négociation, décidait le 6 décembre de mettre 800 postés en chômage technique. Les 160 grévistes sont maintenant soutenus par une forte majorité des travailleurs de l'usine.

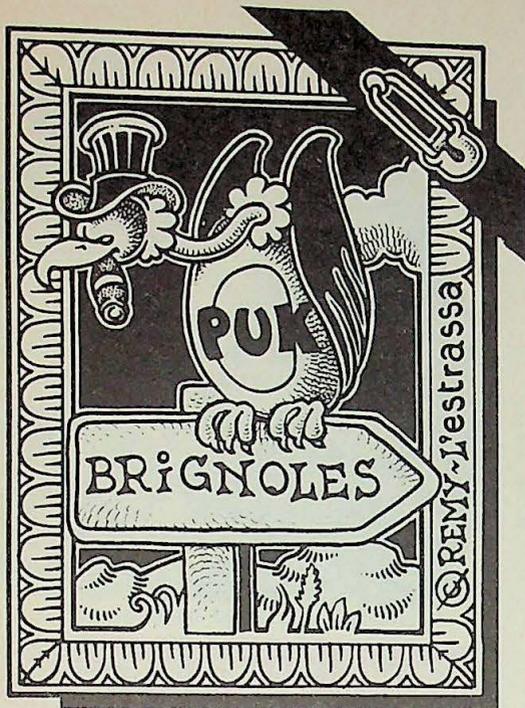
Les négociations ont commencé la semaine dernière. La direction lançait ses propositions comme un ultimatum : paiement à 50 % des heures de lock-out, embauche de cinq ouvriers postés en mai 1978 et levée du lock-out. Les syndicats les estiment insuffisantes : ils réclament le paiement intégral des jours de grève.

Un autre fait risque de mettre de l'huile sur le feu. Les syndicats CGT et CFDT ont été convoqués au tribunal d'Aix-en-Provence lundi. La direction leur réclame 44,5 millions d'anciens francs pour « entrave à la liberté du travail » lors de la grève de juin 1976. Si le tribunal donne raison à la direction, cette mesure fera jurisprudence et permettra au patron de s'attaquer aux syndicats au niveau financier.

La fédération unie de la chimie CFDT « appelle à un soutien actif des travailleurs de Naphtachimie en grève. Comme ceux de John's Manville à Saint-Avold et de CDF-Mont qui occupent les locaux, ils se battent pour leurs conditions de vie et de travail, leur emploi mais aussi pour le respect du droit de grève et de négociation. »

La reprise du travail a eu lieu lundi, bien que de nombreux points soient restés en suspens. Mais les organisations syndicales craignent que le conflit demeure isolé dans une période qu'on qualifie habituellement comme la « trêve de Noël ». De plus, faute de stocks, toute le fonctionnement de l'usine était menacé. Là encore, comme à EDF, l'action pourrait reprendre sous d'autres formes.

Y. S.



Péchiney contre Brignoles

Dans la petite ville de Brignoles, dans le Var, le conseil municipal descend dans la rue. Mais Péchiney estime « qu'il va trop loin ».

Brignoles, sous-préfecture du Var, vit ses dernières années de petite ville industrielle : les mines de bauxite qui ont fait sa richesse, employant plusieurs milliers d'ouvriers, sont en train de fermer, liquidées par la société Péchiney. Et pourtant existe là toute une infrastructure industrielle, unique dans le département, capable de faire vivre tranquillement beaucoup de monde et d'équilibrer la vie économique de la région, qui penche un peu trop du côté du tourisme.

Plusieurs fois déjà de grosses manifestations de mineurs ont tenté d'attirer l'attention des pouvoirs publics et de la population du département, sur la situation de plus en plus préoccupante du bassin minier ; peine perdue : juste quelques promesses non suivies d'effet.

Récemment, la municipalité de Brignoles a décidé d'entrer directement dans la bagarre avec en tête son jeune maire, Noël Rose (PS) ; le conseil municipal, après délibération, est descendu dans la rue le 25 septembre 1977 pour installer à l'entrée de

la ville des panneaux expliquant la situation catastrophique de l'industrie de la bauxite, et la position de Péchiney, qui ferme les puits et licencie à tour de bras sous prétexte de rentabilité. Sur ces panneaux, entre autres, une phrase pourtant très anodine, qui a déclenché une « affaire péchiney » dans le moyen Var : « *Brignoles, capitale européenne de la bauxite, menacée de mort par Péchiney, qui liquide le bassin minier.* » Péchiney-Ugine-Kulhman (PUK) est devenu très sensible ces derniers temps ; il s'est estimé lésé et diffamé par une telle affirmation et il demande d'enlever ces panneaux qui font scandale, tout en portant plainte en diffamation contre le maire de Brignoles. Le tribunal de grande instance de Draguignan a donc été le lieu, le 6 décembre, d'un bien étrange procès. Péchiney-Ugine-Kulhman, qui n'hésite pas à sacrifier au fluur des milliers d'hectares et des troupeaux entiers, tremble tout d'un coup pour sa réputation à cause de trois malheureux petits panneaux... Me Simon, défenseur des intérêts de la société, pense que le maire a porté atteinte à des personnes physiques et morales et « *qu'il va trop loin dans des termes inacceptables.* » Il reconnaît bien sûr que la fermeture des mines pose problème et que la population a raison de montrer « *des craintes légitimes* » (sic) pour son avenir. Mais il ne fait pas allusion à la solution de la nationalisation proposée par la municipalité.

Les deux frères de Brignoles

Il montre, au contraire, que Péchiney a tout fait pour préserver l'emploi (alors qu'il licencie à tour de bras, bizarre !) en modérant le rythme d'exploitation de la bauxite. Et il affirme que c'est bien le gisement lui-même qui est en cause, il s'épuise et on ne peut rien y faire. « *La société ne peut être tenue responsable d'une situation de fait, dans laquelle, tout au contraire, elle se soucie au premier chef de l'emploi des mineurs* » ajoute-t-il. Le maire de Brignoles est défendu par son frère, Me Yves Rose (PS) qui s'est fait récemment remarquer dans le Haut-Var, en s'opposant sur sa commune (il est aussi maire de La Motte) à un projet de route militaire (voir TS, n° 762). Yves Rose a surtout essayé de mettre en lumière l'incompétence du tribunal : un ordre judiciaire ne peut pas juger un acte administratif. Expliquant la tactique de Péchiney-Ugine-Kulhman qui consiste à personnaliser cette affaire en attaquant le maire de Brignoles seul, alors que la décision a été prise collectivement par le conseil municipal il explique que la procédure est illégale : « *Il s'agit d'un acte émanant d'une collectivité de droit public, dont le maire et le conseil municipal sont les organes. Vous devez donc assigner la commune.* »

Le pillage du tiers monde

Il explique aussi que les panneaux ne disent que la vérité. Des expertises ont en effet prouvé que l'exploitation pouvait encore durer au moins 50 ans (contredisant par là celles effectuées par Péchiney).

Péchiney-Ugine-Kulhman ne diminue donc pas l'activité du bassin parce qu'il n'y a plus de bauxite, mais plutôt parce que l'exploitation en est beaucoup plus chère ici que dans les mines d'Australie et de Guinée par exemple, où, avec une main d'œuvre sous-développée, on peut réaliser de plus gros bénéfices. En important la matière première (et participant par là au pillage des richesses du tiers monde) Péchiney-Ugine-Kulhman écrase donc les travailleurs varois.

Au cours de ce procès le maire de Brignoles a été soutenu par une centaine de personnes qui sont venues manifester pacifiquement devant le palais de justice : le personnel de la mairie de Brignoles qui s'était mis en grève pour la journée. Le PS aussi s'était déplacé en force. Ainsi le syndicat des mineurs et le comité de défense du bassin, des gens qui se battent pour vivre et travailler au pays, comme ils disent. Le tribunal a mis cette affaire en délibéré et se prononcera ces jours-ci. Jusque-là les panneaux resteront en place à l'entrée de Brignoles et montreront le vrai visage de Péchiney.

Bernard BLANC ■

Danse, maintenant...

Permettre aux professionnels confirmés et aux jeunes groupes chorégraphiques de confronter leurs expériences ; faciliter l'accès du public populaire à une forme de spectacle souvent mal connue : tels sont les objectifs du spectacle de danse organisé les 28 et 29 décembre prochain, de 19 à 24 heures, au Théâtre de Ménilmontant (15, rue du Retrait 75020 Paris. M° : Ménilmontant) par la MJC Théâtre des Deux Portes, en collaboration avec le TEP. Débat le jeudi 29 entre chorégraphes, journalistes et public. A voir : pour le plaisir, pour mieux comprendre et pour soutenir la lutte des MJC en difficulté. ■

...mais ne boxez plus

La boxe professionnelle est en crise — 123 « pros » seulement en 1977 au lieu de 740 en 1950 ; et la plupart doivent exercer une autre activité pour survivre : sauter à la corde après les heures d'usines...

Le boxeur allemand Eipel dans le coma depuis le 17 décembre parce qu'il a disputé à Alain Marion le titre de champion d'Europe des mi-moyens. Un sport qui tue les hommes parfois et abêtit — à force de lésions cérébrales — le reste du temps.

Il ne faut pas sortir la boxe professionnelle de sa crise. Il ne faut plus envoyer des Eipel à l'hôpital. c'est ce que conclut le PSU qui invite ses maires et conseillers municipaux à prendre publiquement position contre l'organisation de matchs professionnels dans leur commune et propose, à tous ceux qui sont intéressés, de participer aux « états généraux Sport et Autogestion » les 7 et 8 janvier prochains à Nîmes. ■

L'utopie réaliste

« L'utopie réaliste » : un beau titre qui puise dans la veine de mai 68 ; un titre-graffiti et libertaire. Sa source est pourtant dans les aspirations qui se manifestent à travers les luttes quotidiennes des travailleurs. Les auteurs de l'ouvrage répondent aux questions de Jean-Marie Demaldent.

TS : Pour quelles raisons avez-vous écrit ce livre ? Dans quel esprit ?

Michel MOUSEL : Situons-le d'abord historiquement. Après les municipales, le PSU souhaitait que le débat aborde des problèmes sur lesquels la gauche restait muette, ou répondait de façon inquiétante ; par exemple le contenu des nationalisations, les échanges extérieurs, etc. Ce livre représente d'abord l'approfondissement de notre propre réflexion. Nous l'avons achevé au moment même où s'est déroulée la rupture des négociations entre PCF, PS et MRG.

Plus loin que les autres

Quant à l'esprit qui a présidé à son élaboration : nous avons voulu donner des réponses en fonction des atouts que nous avons. Ces atouts, ce sont les forces sociales en mouvement. D'où le sous-titre : « Une autre logique économique pour la gauche ». C'est un choix original. Il est lié à l'analyse

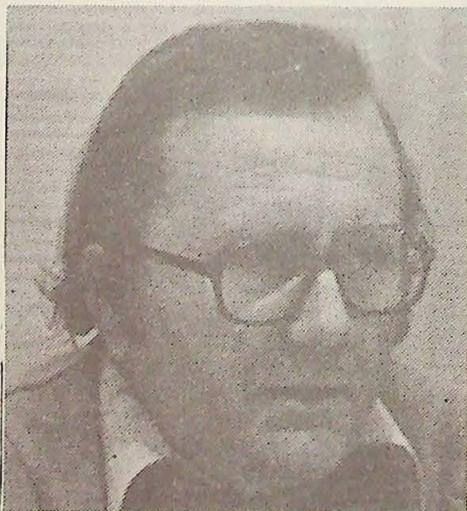


Photo Manuel Joachim

M. Mousel

que nous faisons de la crise. La crise, c'est d'abord la réponse du capitalisme face à la montée des luttes ouvrières depuis 1968 et face aux progrès de l'unité. A la différence des autres, nous pensons que l'ensemble des revendications et des aspirations populaires n'est pas un obstacle pour sortir de la crise mais la force sur laquelle s'appuyer pour concevoir une politique socialiste cohérente. C'est pour être cohérent que nous allons

parfois très loin dans la volonté de rupture ; parce que, pour satisfaire telle ou telle revendication, il faut aller jusque-là et non pas parce que nous voulons faire du maximalisme par rapport aux autres partis de gauche. Aussi parlons-nous d'*« utopie réaliste »*. C'est évidemment un tout autre logique que celle du Programme commun et des partis de gauche, qui ne partent pas de l'ensemble des revendications ou ne vont pas assez loin pour prétendre satisfaire celles qui sont retenues.

TS : Vous n'avez pas l'air de priser la théorie communiste du capitalisme monopoliste d'Etat. Pourquoi ? Quelle analyse faites-vous du capitalisme aujourd'hui ?

A. Granou : Nous ne nions pas le rôle de l'Etat dans le développement du capitalisme, ni la nouveauté de ses formes d'intervention... Mais ce n'est pas le problème clé.

Les problèmes clés sont ceux qui touchent à la transformation du procès de travail (parcellisation des tâches), à la production de masse et à ses conséquences sur les niveaux et modèles de consommation, à la reproduction de la force de travail (à l'urbanisation par exemple). Sont décisifs les problèmes liés à l'extension du salariat et à la mobilité de la force de travail : délocalisation dans les pays à bas salaires de branches (exemple : le textile) ; importations massives de main-d'œuvre étrangère pour les travaux les plus déqualifiés, etc...

La théorie du PCF a ses conséquences politiques que nous croyons fausses. Il suffirait d'occuper l'Etat central et de contrôler les monopoles pour sortir de la crise...

TS : La crise, c'est d'abord le chômage. Quelles solutions originales proposez-vous pour l'emploi ?

B. BILLAUDOT : La question de l'emploi n'a pas été principale dans la négociation sur la réactualisation du Programme commun ; c'est pourtant la préoccupation des travailleurs. Le PCF croit résoudre la question par la reprise de la croissance. Le PS compte plus sur l'accroissement des effectifs dans la Fonction publique. Notre réponse n'est pas le plein emploi par la croissance. Nous voulons « un emploi pour tous » en produisant ce que la collectivité elle-même a décidé de produire.



de gauche à droite : J.-P. Sorel (de dos), M. Mousel

Un emploi pour tous en travaillant autrement

Sortir du chômage, c'est d'abord satisfaire les revendications des travailleurs : abaisser la durée du travail, l'âge de la retraite, diminuer les cadences... Mais il faut aller encore au-delà. Ce n'est pas la croissance qui résoud par exemple la question de l'inadaptation des emplois et des formations ; il faut comprendre que les jeunes refusent des emplois parce qu'ils refusent les conditions de travail. Le fond du problème est là. Les travailleurs aspirent dès maintenant à travailler autrement : ils veulent un travail plus intéressant, ils veulent contrôler. Il faut donc supprimer certaines tâches spécialisées de gestion et les travaux de pure exécution ; il faut s'attaquer radicalement à la division capitaliste du travail.

Le PCF sélectionne les revendications à partir d'un programme gouvernemental élaboré en fonction des grands équilibres du système actuel. Il lui faut une production accrue pour obtenir une croissance plus forte ; dans ces conditions, les revendications des OS sur les cadences et conditions de travail ne sont pas reprises en compte. Nos réponses, elles, dépendent moins de mesures gouvernementales que de la prise en main, par les travailleurs, de leurs propres problèmes. C'est au niveau des « boîtes » et des branches que se discutent les questions de durée de travail, d'organisation du travail... Les problèmes de la restructuration dans les branches dépendent d'abord de la mobilisation des travailleurs de la branche, des régions...

Yves BAROU : Nous insistons beaucoup sur la revendication des 35 heures. Mais elle suppose une réorganisation totale du travail qui ne peut provenir que d'en bas et non des décisions gouvernementales... C'est en cela qu'elle est une mesure de transition autogestionnaire ; et aussi, parce qu'elle dégage du temps libre pour les activités sociales, le partage des tâches ménagères...

TS : La crise, c'est aussi la hausse des prix, l'inflation. Comment enrayer la hausse des prix. Par le contrôle populaire ?

Yves BAROU : Le problème ce n'est pas tant la hausse des prix que la dégradation du

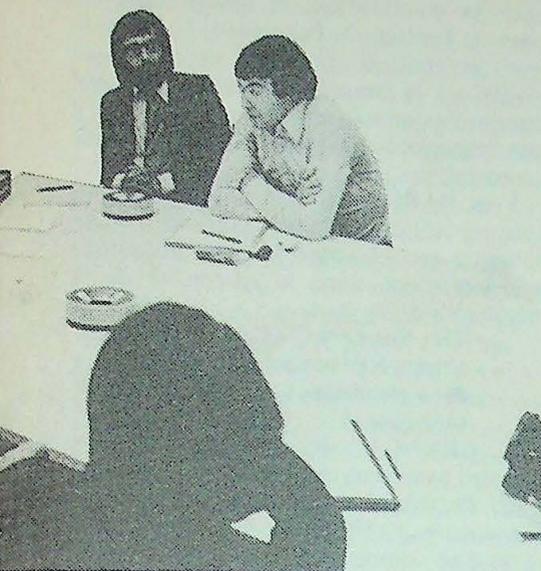


Photo Manuel Joachim

Barou, A. Granou, J.-M. Demaldent, et B. Billaudot.

pouvoir d'achat. Il se pose différemment selon les couches sociales. En ce qui concerne les bas revenus, il faut d'abord relever le SMIC et créer un revenu mini-



Y. Barou

mum garanti. Ensuite, il faut mener une politique anti-hiérarchique conséquente qui passe par la priorité aux augmentations uniformes. Il faut dire clairement que nous ne promettons pas le maintien du pouvoir d'achat pour un cadre qui gagne au-delà de cinq fois le SMIC. Sinon, c'est la spirale inflationniste à la chilienne. Il faut aussi déflafonner la Sécurité sociale. Il faut mieux connaître les revenus et corriger les inégalités par branche et par région ; et poser en même temps la question du contenu de la consommation.

Salaires : tuer le mythe des qualifications

Michel MOUSEL : Là aussi notre logique nous pousse plus loin que les autres partis de gauche. On ne peut pas poser le problème de la hiérarchie des salaires, comme le font le PCF et le PS, sans poser ceux de la division du travail. Certes, c'est difficile : la classe ouvrière, même syndicalisée, a été habituée à la hiérarchie en fonction des qualifications, et il y a beaucoup à dire sur les mystifications en ce domaine. Il reste qu'on ne peut pas s'atta-

quer aux inégalités sans mettre en cause radicalement la division du travail.

Contrôle populaire sur les prix : bien au-delà des étiquettes

Sur les prix : il faut en finir avec les mythes du contrôle administratif. Même en multipliant les effectifs de contrôleurs par 10, on ne contrôlerait pas mieux. De plus c'est alimenter l'agitation bourgeoise qui brandit le spectre des contrôles arbitraires et de la bureaucratie. Il ne s'agit pas de mettre un flic derrière chaque étiquette. Le contrôle sur les prix ne se résume pas non plus au contrôle des étiquettes par les consommateurs. Le contrôle populaire doit s'effectuer à tous les niveaux, y compris celui de la production. Ensuite, il faut intégrer au contrôle les travailleurs de la distribution et non pas opposer les travailleurs-consommateurs et ceux de la distribution. En ce qui concerne les petits détaillants, on ne les gagnera ni en disant qu'on les soutient, ni en organisant avec eux des affrontements. Il faut établir avec eux des rapports positifs ; ici les municipalités ont un grand rôle à jouer, comme on l'a vu avec l'expérience du marché parallèle de Nîmes. La discussion avec eux, les producteurs et la municipalité doit s'étendre à toute l'organisation de la distribution au niveau du quartier et de la ville.

J.-P. SOREL : On peut maîtriser les prix. D'ores et déjà, les salariés des entreprises capitalistes de distribution peuvent contrôler ; les travailleuses chargées de changer les étiquettes peuvent y participer ; les comptables chargés de rectifier les marges aussi... Il faut briser le secret que les salariés, même syndiqués, se croient obligés de respecter. Le problème est plus délicat pour le commerce de détail, notamment pour les artisans commerçants (boulangers, bouchers, restaurateurs) et le commerce des produits frais. Ici il faut contrôler au niveau des marchés de gros, qui sont très concentrés. Quant aux produits industriels, il faut

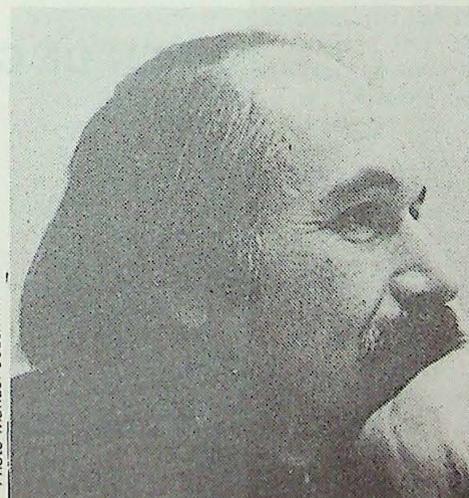


Photo Manuel Joachim

J.-P. Sorel

les banaliser et en finir avec le gaspillage des publicités. Les produits sont les mêmes, seuls les emballages changent.

TS : Vous récusez le mot « croissance ». Pourquoi ? Est-ce un « flirt » avec les partisans de la « croissance zéro » ?

Michel MOUSEL : Il faut parler de « développement ». Ce qu'on appelle aujourd'hui « croissance » ne mesure pas l'utilité sociale globale de la production. Bien sûr, elle accroît certains éléments qui entrent dans les conditions de vie, mais elle ne comptabilise pas la dégradation des conditions d'existence, la fatigue, la pollution, les coûts urbains (cf. l'expérience japonaise)...

La croissance zéro ? Un rêve de nantis

On ne peut pas dire : « Arrêtons tout et ne recommençons pas », à la façon du club de Rome. C'est une attitude aristocratique de nantis. Même en s'en tenant à un pays comme le nôtre, stabiliser le développement c'est aussi stabiliser les inégalités. A l'inverse, croissance ne signifie pas réduction des inégalités. L'expérience des vingt dernières années le prouve. Les inégalités étaient parmi les facteurs de la croissance. Il fallait des modèles supérieures de consommation pour aspirer les rêves et le travail de ceux d'en-dessous et ainsi de suite...

Bernard BILLAUDOT : Il faut remettre l'économie sur ses pieds. Sortir du monde enchanté de la marchandise. Il faut produire pour satisfaire les besoins. Et les besoins, ça peut être du temps libre. Il faut passer en revue les éléments des conditions d'existence des travailleurs : durée du travail, temps de vivre, logement, transports... et hiérarchiser des priorités, faire des choix. C'est le problème de la planification autogestionnaire. Ce que ne fait pas le Programme commun. Pour y parvenir, il faut réaliser le pouvoir des travailleurs, la maîtrise de l'économie...

TS : Bien. Mais c'est poser le problème des échanges extérieurs. Cela signifie sortir du marché mondial. Or la France exporte et importe beaucoup...

Bernard BILLAUDOT : Il faut récuser l'économisme des contraintes extérieures. La concurrence internationale fixe les normes de production, les modèles de consommation, etc. On ne peut rien changer fondamentalement si on reste dans ce cadre. Changer et jouer le jeu du marché mondial (dans le cadre de la Communauté européenne ou dans le cadre national) est contradictoire.

Ni l'autarcie, ni le jeu du marché mondial : d'autres liens

D'un autre côté, on ne change pas tout seul ; il faut des partenaires. Rompre avec le marché mondial, cela ne veut pas dire fermer les frontières et vivre en autarcie. Il faut tisser des liens et chercher des réponses avec les pays d'Europe du Sud, la Yougoslavie, des pays du tiers monde qui veulent asseoir leur développement en luttant contre l'impérialisme. Mais il ne faut pas développer les échanges à l'extrême. Il faut surtout échanger des expériences et des technologies afin de permettre à chaque pays de posséder un ensemble économique relativement com-

plet. Cela suppose une réappropriation du marché intérieur.

A. GRANO : Nous sommes très dépendants de certains pays comme la RFA. Il faut réorienter la production nationale et produire l'essentiel de nos biens d'équipement.

Michel MOUSEL : On peut reconverter par exemple une partie de notre production d'armement en machines-outils. On oppose souvent à cela l'efficacité des grandes concentrations industrielles. Mais le capitalisme ne s'oriente plus toujours dans ce sens. Il y a des exemples nouveaux, du type les aciers italiens. Il faut surtout mesurer l'énormité du coût social des grandes concentrations. Enfin, n'oublions pas le problème de la défense : l'aménagement du territoire est déterminant : la défense populaire suppose d'en finir avec les grosses concentrations entourées de déserts économiques.

Concertation égalitaire avec le tiers-monde

Notre expérience pourrait intéresser le tiers monde si nous apportions notre technologie. Aujourd'hui, un pays du tiers monde est contraint de s'adapter, même s'il veut se développer autrement. Il faudra procéder à une concertation égalitaire sur les modes de développement, en vue de satisfaire les besoins et non d'inonder le marché...

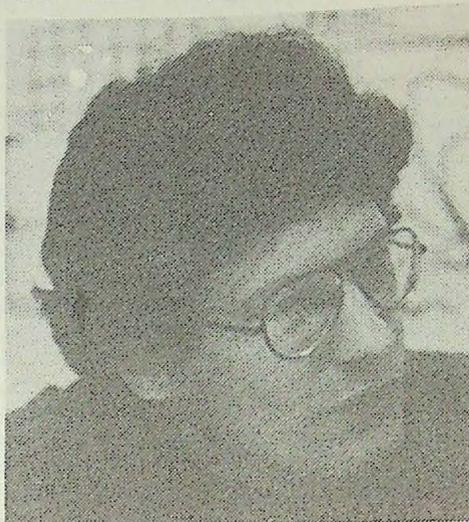
TS : L'autogestion, est-ce un supplément d'âme ? Quel rapport faites-vous entre nationalisation, socialisation et autogestion ?

Michel MOUSEL : La différence entre le capitalisme d'Etat et la socialisation, c'est l'autogestion et la planification autogestionnaire.

Bernard BILLAUDOT : Ce qui est déterminant dans la dynamique, c'est le développement, partout, du contrôle. La socialisation immédiate de certaines entreprises doit

permettre aux travailleurs d'avancer plus vite dans le contrôle. Il faut que, dans chaque secteur, existent un ou deux points d'appui socialisés qui informent les autres travailleurs afin qu'ils s'arment mieux pour développer le contrôle. Nationaliser c'est cela : créer des points d'appui pour que les travailleurs prennent en main les problèmes de la branche et ceux de la restructuration.

A. GRANO : Ce n'est pas l'optique du Programme commun. Pour lui, il y a un compromis : un minimum de nationalisations contre la garantie de la gestion



A. Granou

privative ailleurs (marché, secret...). Le contrôle sur l'économie serait donc insuffisant : chômage et inflation ne seraient pas maîtrisés. Cela multiplierait les risques de division des travailleurs. On sent déjà aujourd'hui (1^{er} décembre) les difficultés de l'action globale des deux secteurs : nationalisé et privé.

Michel MOUSEL : Nous ne sous-estimons pas les problèmes de l'expropriation (voir ce que nous disons sur l'indemnisation). Mais le principal est de casser le consensus actuel : les patrons font ce qu'ils veulent. Il faut faire intervenir tous les

travailleurs : en amont et en aval, y compris pour la planification, et pas uniquement ceux de l'entreprise concernée. Les travailleurs doivent se regrouper ensemble, au niveau de la branche et aussi au niveau interprofessionnel, notamment régional. Il faut rejeter toute conception corporative de l'autogestion.

Yves BAROU : Il faut en finir surtout avec les cloisonnements : économie, social, politique, etc... L'économie n'est un monde « à part » que dans le fétichisme de la marchandise.

TS : Vous rejetez l'expression « planification démocratique », au bénéfice de « planification autogestionnaire ». Pourquoi ?

A. GRANO : Nous ne sommes pas d'accord avec cette conception de la démocratie. Planification démocratique, cela veut dire encore planification gouvernementale centralisée : simplement, il y aura davantage de délégués syndicaux. Mais on en reste aux délégations nationales de la démocratie bourgeoise.

Au plus près de la base, la planification autogestionnaire

Nous pensons qu'il faut partir des exigences de base, au niveau local et régional : entre travailleurs de différentes entreprises, municipalités et comités de quartiers. Au niveau national, on ne laisserait que la coordination minimale pour assurer une certaine cohérence et la réalisation de ce qui ne peut être entrepris qu'à une échelle nationale. Il faut partir d'instances politiquement autogérables. A l'avenir, il faudra tendre vers des régions qui soient des ensembles économiques relativement complets : donc casser la division actuelle de l'espace. Cependant on part de la situation actuelle. On ne peut parvenir à ce que nous souhaitons sans cet effort de décentralisation des décisions, sans définir ce nouveau cadre politique. ■

l'Utopie réaliste

une autre logique économique pour la gauche

Michel Mousel et la commission économique du P.S.U.



BON DE COMMANDE

DESTINATAIRE

NOM
 ADRESSE

Nbr	Prix unité	Prix total	Port	Net à payer
1	20	20	2,75	22,75
5	17	85	8,20	93,20
10	16	160	10,80	170,80
20	15	300	15,40	315,40

Chèque joint à retourner à l'ordre des Editions SYROS - 9, rue Borromée 75015 Paris (CCP - Paris 19706 28).

Portugal : crise au gouvernement et gouvernement de la crise

Au-delà d'un simple replâtrage gouvernemental, le Portugal est confronté à des réorientations politiques décisives pour l'avenir.

La crise politique que traverse le Portugal aujourd'hui est le produit direct de l'incapacité du gouvernement socialiste à répondre, même partiellement, aux problèmes de fond, notamment économiques, qui se posent au pays.

Les difficultés des finances extérieures servent de détonateur. Ses réserves en devises ne permettent plus au Portugal de faire face à la situation. La balance des paiements enregistre plus d'un milliard de dollars de déficit. Pour acheter, il faut donc désormais emprunter. La solution ? Négocier avec le Fonds monétaire international (FMI) un emprunt à court terme de 50 millions de dollars auquel s'ajoutera, si l'accord se fait avec le FMI, un prêt à long terme de 750 millions de dollars de dix-sept pays occidentaux. Mais le FMI subordonne son accord à l'adoption, par le gouvernement portugais, de mesures drastiques : freinage de la croissance, réduction des importations, limitations de l'investissement, notamment de l'investissement public, alourdissement de la fiscalité... Objectif ? Ramener à 20 % le taux d'inflation et réduire le déficit extérieur. Un objectif que paieront lourdement les masses populaires : blocage des salaires et augmentation d'au moins 15 % du taux de chômage (qui atteint déjà 16 % de la population active) seront le plus sûr résultat de l'opération.

A droite comme à gauche, on dit « non ». Au PSD et au CDS car on aimerait entrer au nouveau gouvernement sur une ligne qui balaierait toute velléité socialiste du régime ; au PCP parce qu'on ne veut ni cautionner une politique d'austérité ni laisser les mains libres au PSP dans sa politique de « récupération capitaliste », de dénationalisation et de remise en cause de la réforme agraire. Le 8 décembre, députés de droite et députés de gauche refusent donc la confiance à Mario Soarès mettant un terme à seize mois de gouvernement minoritaire et de majorités changeantes (1).

Mais au-delà de l'affaire du prêt FMI, et au-delà des problèmes institutionnels que pose la crise gouvernementale, c'est une nouvelle définition des objectifs politiques de la période et des conditions pour y parvenir qui est en cause.

« Nous avons six mois pour vaincre la crise conjoncturelle de notre économie »

déclarait, pendant l'été 1976, Sousa Gomes, le ministre du Plan et de la Coordination économique. Le gouvernement s'engageait alors à lutter contre le chômage, à contribuer à la satisfaction des besoins sociaux, à garantir un degré élevé d'indépendance économique vis-à-vis de l'extérieur, à augmenter la production...

Qu'en advient-il ensuite de ces belles promesses ? Si la relance de la production est effective, l'augmentation considérable (+ de 30 %) du coût de la vie ramène le niveau réel des salaires à celui d'avant le 25 avril 74. Cette baisse du pouvoir d'achat ne fait qu'affaiblir l'activité économique, en particulier pour les nombreuses petites entreprises qui constituent une grande part du tissu industriel portugais. Le chômage non seulement ne diminue pas — il touchait 400 000 travailleurs en 76 — mais aujourd'hui dépasse le demi-million, pour une population active d'environ trois millions. Les importations doublent alors que les exportations stagnent... Un bilan de faillite.

Parallèlement le gouvernement, recherchant la confiance des investisseurs et de l'initiative privée, prend des mesures remettant en cause des conquêtes sociales (suppression de crédits pour le secteur nationalisé, mesures permettant le retour des patrons dans les entreprises...).

Cette politique de concession à la droite — qui rend celle-ci chaque fois plus exigeante — rencontre une résistance croissante des travailleurs. Le mois dernier,

300 000 travailleurs manifestent à Lisbonne et crient « *Non au Fonds monétaire international* »... Pour la première fois l'impérialisme devient une cible très concrète pour des centaines de milliers de travailleurs : l'époque de la simple solidarité anti-impérialiste avec les luttes lointaines que menaient les peuples du tiers monde est dépassée : elle fait place désormais à un affrontement direct avec l'impérialisme économique des pays développés. L'aggravation de la situation en Italie, en Espagne, donne à cette étape supérieure de la lutte anti-impérialiste une perspective internationale en Europe.

La crise politique

Cette crise économique et sociale se double d'une crise politique. Crise parlementaire et gouvernementale qui aboutit au renversement, le 8 décembre dernier, de l'équipe Soarès. Crise aussi au sein des formations politiques portugaises et, au premier chef au sein du PSP lui-même.

En effet ce parti connaît depuis un an une évolution interne très grave : disposant au départ d'un appui social diversifié — ouvriers, employés, techniciens — avec une capacité réelle de mobilisation, le PSP s'est progressivement transformé — un peu comme la Démocratie chrétienne en Italie — en parti de « clientèles » tournant autour de l'appareil d'Etat. Par ses concessions à la droite et par sa pratique ambiguë, il s'est affaibli sur sa gauche mais aussi sur sa droite :

— A gauche, c'est la perte de toute influence syndicale : sur 55 élections syndicales réalisées en 1977, 47 ont été remportées par des listes de gauche (PCP avec des alliances diverses, y compris avec des syndicalistes socialistes), 2 par le PSP et 6 par le PSD ; sur le plan politique, c'est l'expulsion de la gauche du parti animée par Lopez Cardoso sous le sigle « Fraternité ouvrière » et dont la transformation en mouvement politique polarise l'intérêt de nombreux militants déçus et qui refusent aussi le stalinisme du PCP et le néostalinisme des groupes marxistes-léninistes.

— A droite, un courant du PS représenté par l'ex-ministre des Affaires étrangères, Medeiros Ferreira, et son collègue du



Photo DR

« groupe de Genève » (allusion à la ville où ils se sont connus), l'actuel ministre de la « Contre-réforme agraire », Antonio Barreto, se prononce pour une alliance avec le PSD de Sa Carneiro.

Cet affaiblissement des bases populaires du PS n'est nullement compensé par des ralliements à droite. Au contraire, la droite s'inquiète de certains coups de barre à gauche du gouvernement Soares. Encouragée par l'effritement des bases sociales et politiques « de gauche » du PSP, elle passe bientôt de l'appui critique à l'opposition franche. Celle-ci a trouvé un leader : Sa Carneiro, qui s'estime désormais suffisamment fort pour contraindre le PSP à un accord qui implique une redistribution du pouvoir gouvernemental.

De son côté, le PCP confirmé dans son opposition par la combativité ouvrière et paysanne, durcit son attitude et propose de négocier une plate-forme avec le PSP ou obtenir des élections anticipées.

Enfin, du côté militaire, le président Ramalho Eanes contrôle à peu près la situation (cf TS n°766) et serait, avec l'appui du gouvernement de Carter représenté sur place par le très actif ambassadeur Carlucci, à la recherche d'un compromis entre gouvernement, patronat et mouvement syndical.

Quel avenir pour le PSP ?

Depuis le 25 novembre 1975, le PSP a rassemblé sous sa direction l'ensemble des forces anticommunistes au Portugal, ce qui est apparu clairement, sur le plan politique, lors de l'élection du président de la République. Cependant le rapport des forces n'avait pas suffisamment basculé à droite pour permettre une pratique gouvernementale commune à la droite et au PSP. Celui-ci a donc été amené à gouverner seul, se présentant comme le parti charnière de la société portugaise, interprète d'une sorte de consensus national qui s'était manifesté contre Vasco Gonçalves. En réalité, entraîné par la pente de la lutte prioritaire contre le PCP et l'extrême gauche, le PSP a été conduit à pratiquer une politique de conciliation avec la bourgeoisie et l'impérialisme. Comment aurait-il pu, en effet, concilier des appuis antagoniques, défendre les conquêtes sociales pour conserver ses bases populaires et suivre la logique d'une récupération capitaliste qui lui était imposée par les forces internationales (Etats-Unis, RFA) dont il dépendait ?

Pendant ce temps la droite, qui pensait s'être donné un certificat de démocratie libérale en s'alliant avec le PSP contre le PCP, n'avait plus qu'à attendre que le PSP s'épuise au gouvernement avant de se poser clairement en alternative à la fois au gouvernement et au régime.

Ce qui est en cause dans la crise actuelle n'est donc pas un simple replâtrage gouvernemental mais bien une option politique décisive pour l'avenir du régime.

Ce qui ajoute au caractère dramatique de la situation, c'est l'absence, à court terme, de toute perspective d'unité de la gauche : la trop lente évolution au PCP, tant dans sa nature que dans son fonctionnement, ne favorise pas la définition d'une politique

commune entre les deux principaux partis du mouvement ouvrier.

Par rapport à cette situation d'ensemble, le PSP est placé devant un choix qu'il aura du mal à différer longtemps : ou intégrer le bloc de la majorité présidentielle en acceptant les conditions de ses partenaires de droite ; ou reprendre son projet programmatique initial qui visait à des transformations structurelles de la société dans le cadre d'une Constitution progressiste, ce qui obligeait le PCP à l'appuyer sur le plan parlementaire.

L'échec du projet social-démocrate

Ce qui vient de se passer au Portugal est tout simplement la traduction parlementaire de l'échec d'une gestion social-démocrate de la crise. Si l'on entend par là une politique



Photo DR

assurant une meilleure distribution des revenus et corrigeant les trop grands contrastes sociaux sans mettre en cause la propriété des moyens de production et les rapports sociaux, le modèle ne paraît pas viable au Portugal. D'autant que le succès d'une politique social-démocrate suppose un lien étroit entre parti au pouvoir et forces syndicales en termes de domination de celles-ci par celui-là.

Dans ce climat difficile, le développement d'une gauche socialiste capable à la fois de peser par une politique unitaire de classe et de définir un projet socialiste mobilisateur prend toute son importance. Dans l'immédiat, la résistance aux conditions imposées par le FMI passe par le maintien de la priorité de la lutte pour l'emploi dans le cadre d'une politique économique proposant des solutions qui rendent compatibles un tel objectif avec un rééquilibrage de la balance des paiements.

C'est tout le problème qui est posé au mouvement ouvrier de l'Europe du Sud, soumis à des contraintes de plus en plus fortes de l'impérialisme. Décidément l'expérience du Portugal n'a pas fini de nous interpeller.

Bernard RAVENEL ■

(1) Les socialistes ont obtenu 34,8 % des voix aux législatives d'avril 1976. Mario Soares a refusé alors toute formule de coalition et constitué un cabinet socialiste homogène s'appuyant au Parlement tantôt sur le PCP, tantôt sur le PSD et le CDS.

Le raid des Jaguar contre les combattants du Front Polisario, le jeudi 15 décembre, au lendemain de l'annonce de la libération des huit Français détenus, constituait une provocation manifestement destinée à contraindre le Front Polisario à revenir sur sa décision pour mieux exploiter ensuite la déception qu'aurait causée ce revirement. Et c'est le président de la République, responsable suprême de cette intervention, qui affirme qu'« on ne fait pas de politique avec des otages ».

Le Front Polisario n'a pas cédé à la provocation et tout laisse croire, à l'instant où nous écrivons, que les huit Français seront effectivement à Paris vendredi. Nous en sommes d'autant plus heureux que le PSUa tout fait pour hâter cette issue.

Dès le lundi 12 décembre, au cours d'une entrevue à Alger avec des dirigeants du Front Polisario, à la suite de ma suggestion de régler le problème avec des représentants de la gauche française, j'étais informé de leur intention de procéder à une libération prochaine des prisonniers français. Mais, invité à la discrétion, j'ai cru devoir laisser au Front Polisario le soin d'annoncer lui-même sa décision.

Ce qui, au cours de cette rencontre m'a paru le plus important, c'est l'appel des dirigeants du Front Polisario à la solidarité des forces populaires de notre pays. Ce geste est un acte de confiance dans notre capacité à mettre en échec la politique du gouvernement français qui appuie militairement le Maroc et la Mauritanie en guerre contre leur peuple. Mes interlocuteurs ont insisté sur le fait que seule la présence militaire française préserve la Mauritanie de l'effondrement militaire, tandis que les civils français participent directement ou indirectement à l'effort de guerre. Les déclarations des prisonniers ont largement confirmé cette information. Il semble bien que la perspective de leur retour et des révélations qu'ils seront en mesure de faire crée quelque embarras dans les milieux officiels.

Quant à nous, notre responsabilité est clairement engagée. Nous nous devons d'être au premier rang de la lutte contre la politique impérialiste du gouvernement français en Afrique du Nord, une politique, qui, par delà l'intervention en Mauritanie et l'appui au Maroc s'inscrit dans un « rééquilibrage » qui vise l'indépendance de l'Algérie elle-même. A la libération unilatérale des prisonniers français doit répondre une action renforcée de toutes les forces de gauche pour exiger la fin de l'intervention militaire en Mauritanie et le rapatriement de tous les civils français.

Victor LEDUC ■



Proche-Orient : la paix difficile

En attendant le sommet d'Ismaïlia entre Begin et Sadate tout va très vite au Proche-Orient, trop vite peut-être.

On se souvient de la plate-forme que l'ensemble des organisations palestiniennes avaient présenté à la presse lors du « sommet du refus » qui s'est tenu à Tripoli durant les premiers jours de décembre. A peine l'avait-on signée qu'on pouvait déjà légitimement s'interroger sur la crédibilité dont elle serait l'objet.

Certes les tendances « dures » pouvaient, non sans raison, se prévaloir d'avoir marqué des points à l'égard de Yasser Arafat, soupçonné d'avoir été trop sensible aux sirènes du Caire. Mais, au fond, le texte lui-même était-il de nature à bloquer toute ouverture ultérieure en faveur d'une négociation ? Outre que, délesté de la phraséologie « maximaliste » que les circonstances imposaient alors, il maintenait la porte entrouverte ; le, seul fait d'avoir peu de chances d'être ratifié par le Congrès national palestinien — le Parlement des fedayins —, le vouait à n'être qu'un texte dicté par les contraintes du moment.

Or, après le sommet de Tripoli, il n'a toujours pas été question qu'une telle réunion des instances suprêmes de l'OLP ait lieu. C'est une première constatation, mais qui montre à l'évidence que les tendances modérées prévalent toujours dans le camp palestinien.

De prudentes audaces

Cette impression se trouve d'ailleurs confirmée par les récentes déclarations de Farouk Kaddhoumi. Abou Lotf — c'est son nom de guerre —, est le second personnage du Fath après Yasser Arafat ; c'est aussi le chef de la diplomatie au sein de l'OLP. Aussi sa déclaration du samedi 17 décembre n'est-elle pas passée inaperçue. L'OLP, a-t-il précisé, a su, chaque fois que « l'opinion publique internationale lui demandait de faire preuve d'une volonté de paix », adopter une attitude « positive ». Traduisez : « Nous n'entendons nullement nous éloigner du processus de règlement qui est en cours de négociation et lâcher la proie, fût-elle encore

incertaine, pour l'ombre. » D'autant que le même jour, le président Sadate, pour sa part, entendait donner une « nouvelle chance » à la centrale des fedayins.

Toutes ces prudentes audaces s'expliquent parfaitement. Chacun est persuadé que désormais la « stratégie de la paix » engagée par le chef de l'Etat égyptien a, quelles qu'en soient les raisons — et nul n'ignore quelle pente l'entraîne —, bouleversé les comportements. L'OLP l'ignore encore moins que quiconque, tiraillée qu'elle est entre une aile « radicale », ennemie de toute négociation, et la manifestation dans ses rangs d'une volonté indéniable d'être associée, le moment venu, aux décisions finales. L'intense activité diplomatique qui règne entre le Caire et Beyrouth montrerait, s'il en était besoin, que Yasser Arafat, tout en déclinant habilement l'invitation qui lui a été faite d'assister à la conférence du Caire, a bien choisi « d'accompagner » les négociations en cours.

Une telle attitude de sa part ne s'explique pas seulement par la crainte de voir la dissidence s'installer au sein de son organisation, ou d'encourir les foudres du président syrien Assad, toujours à même de manifester brutalement son dépit au Liban. Mais bel et bien par la lenteur, jugée excessive parfois, de la diplomatie israélienne et par les propositions jusqu'ici peu engageantes de cette dernière.

Il est à peine besoin de souligner combien sont fondées les réserves dont ont fait preuve les capitales arabes — y compris les plus modérées —, à l'égard du « plan de paix » présenté par Menahem Begin le dimanche 18 décembre à la télévision américaine. Les propositions israéliennes seront-elles en dernière analyse jugées par les Palestiniens susceptibles de se prêter à des négociations ?

Personne, raisonnablement, ne peut nier « la nouvelle souplesse », comme on se plaisait à le souligner à la Maison Blanche, des propos tenus par le responsable israélien. La preuve ? Les faucons, s'en sont, en Israël, offusqués. Menahem Begin n'est-il

pas allé jusqu'à évoquer le droit pour « la Samarie et la Judée » (entendez la Cisjordanie) à « l'autodétermination », c'est-à-dire à « l'autogouvernement ». C'est sans doute, eu égard aux attitudes passées, un progrès considérable. Reste le contenu et les modalités d'une telle concession. Elles sont loin d'être satisfaisantes. Quant aux quelques trois millions d'hommes et de femmes que compte la « diaspora palestinienne », le plan Begin reste silencieux à leur sujet. Enfin, il est douteux que la proposition qui autoriserait Israël à peupler de nouveaux colons la Cisjordanie — même si la même proposition suggère qu'inversement les Palestiniens auraient ce même droit —, puisse tourner à l'avantage des Palestiniens.

La démarche israélienne sera-t-elle en dernière analyse jugée par les Palestiniens susceptible de se prêter à des négociations ? La question ne se pose pas en termes aussi simples. Le triangle Washington-Tel Aviv-Le Caire s'efforce, autant que faire se peut, de substituer à la légitimité de l'OLP une « troisième force palestinienne » qui ne serait ni la centrale de Yasser Arafat ni ceux qui se sont prêtés à une « collaboration » avec les autorités israéliennes dans les territoires occupés. La délégation venue de Gaza prendre place au « Mena House » où se tient la conférence du Caire en est la preuve patente. Mais, là encore, la timidité manifeste dont ont fait preuve les délégués cisjordaniens est éloquent. Qui pourrait remettre en cause la représentativité acquise par l'OLP à Rabat en 1974 ? Peu de Palestiniens, c'est le moins qu'on puisse dire, souhaitent retrouver la tutelle de la monarchie hachémite. Alors ? Alors on lorgne comme toujours du côté de Ryad. La capitale saoudienne a du pétrole : les Américains n'y sont pas insensibles. Des pétrodollars aussi ; et Sadate sait bien qui est son bailleur de fond. Les dirigeants saoudiens, en véritables « patrons », entendent bien rendre plus raisonnables Américains Egyptiens d'une part, dirigeants syriens, palestiniens et jordaniens d'autre part. Le président Sadate quant à lui, va très vite. Beaucoup trop vite peut-être pour ne pas accréditer dans les esprits l'idée d'une paix séparée. Et la rencontre récente du général égyptien Abdel Ghani el Gamassi, ministre de la Guerre, et le ministre de la Défense israélien Ezer Weizman confirme cette impression. Du moins dans l'esprit de ceux qu'inquiète toujours cette course de vitesse qu'a entreprise le président égyptien.

José SANCHEZ ■

Lorient : le coup des vedettes de Cherbourg ?

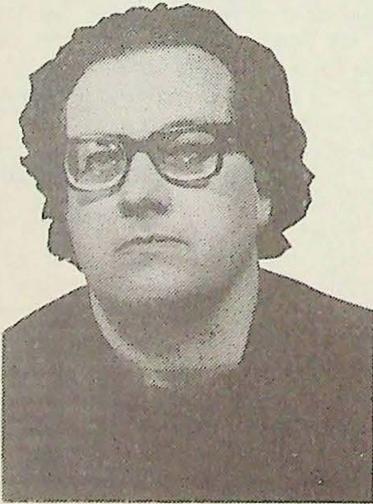
Alors que l'embargo a été officiellement décidé sur les navires de guerre du type « Aviso » destinés à l'Afrique du Sud, des sources dignes de foi nous apprennent que des travaux continuent sur l'un des « Avisos ». Des Sud-Africains sont sur le navire et entreposent du matériel. Tout se passe à Lorient, comme si on préparait un nouveau coup des vedettes de Cherbourg, à moins qu'on ne vende les « Avisos » à un pays ami de l'Afrique du Sud qui servirait d'intermédiaire. La vigilance s'impose pendant la trêve de Noël.

Paul Blanquart : "produire autre chose, penser autrement"

S'il est vrai que « le degré d'une civilisation se mesure au nombre des contradictions qu'elle accumule », Paul Blanquart, dominicain d'origine lilloise, chrétien-marxiste, présent aux débats et combats d'Amérique latine, lié aujourd'hui aux courants libertaires et de désobéissance civile, est à coup sûr l'un des hommes les plus civilisés qui soit.

TS : Initiateur hier de la « Nouvelle Gauche », co-fondateur de « Politique-Hebdo » que tu as quitté il y a un an, c'est à « La Gueule ouverte - Combat non violent » (GO-CNV) que tu continues ta lutte pour ce que tu appelles « l'alternative ». Cette « alternative », comment la caractérises-tu ?

Paul BLANQUART : Il s'agit d'une société alternative et des forces qui, en dynamique, la portent déjà. Les trois vices fondamentaux de notre société sont l'exploitation capitaliste, la centralité politique et la négation de la nature. Ils sont historique-



ment inséparables dans la formation de l'Occident moderne. Le mouvement social alternatif, c'est la confluence des luttes anti-capitalistes (tout particulièrement celles du quotidien, issues de mai 68), de la désobéissance civile à l'Etat et de l'écologie. Dynamique de déconstruction-reconstruction pour « déplier » la vie.

TS : Isabelle Cabut dit qu'à la Gueule ouverte - Combat non violent vous avez décidé de vivre dès maintenant « l'alternative autogestionnaire ». Qu'est-ce qui distingue votre position de ce que nous appelons « socialisme autogestionnaire » ?

P. B. : Il y a là trois questions. La première concerne mon rapport à la GO-

CNV. Il est libre, parce qu'il se veut, de part et d'autre, inventif. Disons que je les intéresse — mais c'est eux qu'il faudrait interroger —, parce que, né en dehors de l'écologie et de la désobéissance civile, je suis plus « politique » et qu'ils débouchent aujourd'hui sur ce champ politique. De mon côté, ils m'intéressent parce que, de tout ce qui s'origine à mai 68, ils sont parmi les seuls à ne pas avoir été récupérés par « la politique » au sens étroit et dominant du terme. Ils ont déjà suffisamment changé leur tête, leurs mœurs, leurs comportements quotidiens pour lui être irréductibles.

Nous touchons là au « dès maintenant », deuxième aspect de ta question. La lutte contre le pouvoir et l'exploitation, c'est aussi un travail sur soi et au sein des relations « courtes », celles qu'on a avec les proches. C'est du reste ce travail qui permet d'éviter que l'organisation collective et l'idéologie soient des aliénations, des abstractions qui ont provoqué ailleurs ce qu'on appelle « la crise du militantisme ». L'autogestion — et voici la troisième face de ta question —, c'est fondamentalement la réappropriation par chacun de sa propre vie. Nous tâchons de le faire dans le cadre d'une vie communautaire pleine de problèmes mais aussi de richesses neuves, et en dehors des grands centres urbains.

Déjà les élections de juin 68 m'avaient fait comprendre que le système étatico-capitaliste a réduit à ce point l'autonomie de chaque individu que le combat pour une autre société, une vie en rupture, est forcément perçu par cet individu, à un moment ou à un autre, comme dommageable à sa sécurité. La stratégie marxiste reposait sur l'idée que, si le prolétariat était le produit de la société bourgeoise, il ne lui était pas moins étranger, inintégré. Comment éviter de franchir le seuil d'intégration, au-delà duquel on cesse d'être un opposant radical ? Ma rencontre avec les écologistes — ceux de gauche, les anti-nucléaires —, s'inscrit dans cette ligne-là : le combat révolutionnaire implique d'abord la réappropriation par la base des moyens minima de la survie. D'où le rapprochement de la campagne, la vie en collectif, avec une redéfinition des « besoins ».

TS : N'est-ce pas passéiste ? Et ne reculez-vous pas devant la conquête

du pouvoir d'Etat, vous condamnant ainsi à l'impuissance ?

P. B. : Les archaïques me paraissent plutôt être ceux qui, à gauche, pensent pouvoir sortir de la crise actuelle sans toucher à la centralité politique et sans remettre en question leur agressivité à l'égard de la nature. Car ce sont, je le répète, deux éléments inséparables de la logique qui nous a conduits là où nous sommes. Ces dinosaures vont même jusqu'à parler de « nucléaire socialiste », ouvrant ainsi plus largement les portes à la technocratie et au militarisme. Je pense que la France est installée pour longtemps dans une crise qui mettra à mal ce qu'on appelle le « niveau de vie ». Je note au passage qu'on ne s'interroge guère sur ce que, dans cette expression, signifie le mot « vie ».

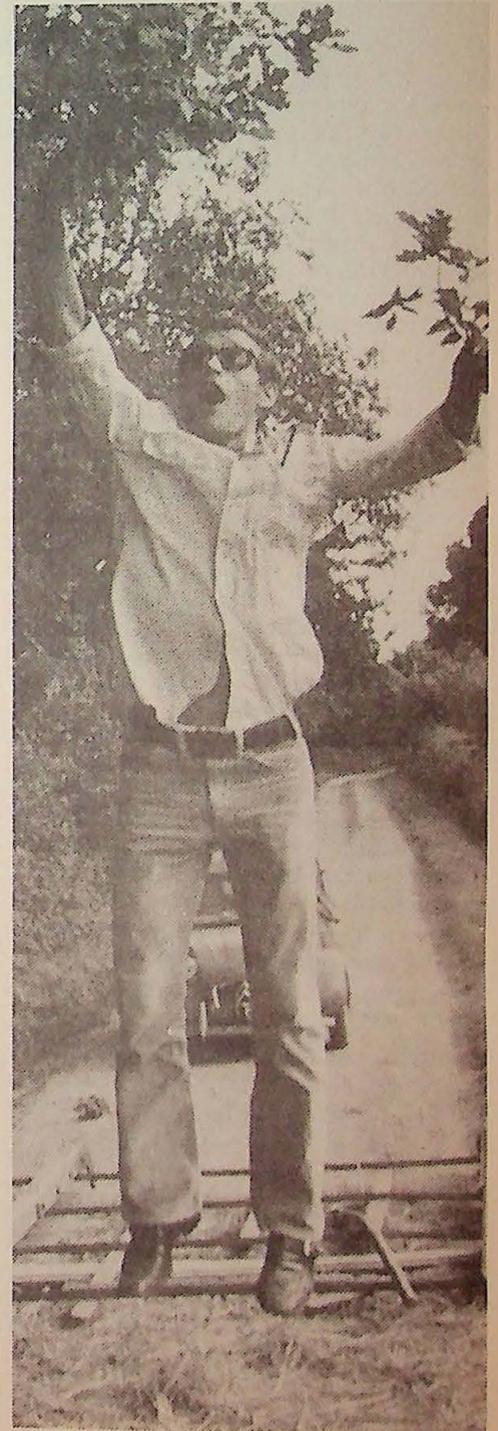


Photo Collombert

TS : Je te coupe. Serais-tu contre le SMIC à 2 400 F ?

P. B. : Bien sûr que non. Mais le problème, c'est le genre de vie auquel ils correspondent. L'autogestion suppose que l'on brise avec l'actuel modèle de « développement ». Ce qui réclame, à l'égard de l'Etat, une autre attitude que celle qui consiste à « le prendre ». Car l'Etat est pris dans cette crise et, dans un tel contexte, il ne peut chercher qu'à se renforcer, qu'il soit « de gauche » ou de droite. Je crois davantage à l'utilisation de la crise pour contribuer au pourrissement, à la paralysie de l'Etat. C'est pourquoi sont très importants à mes yeux les courants libertaires et de désobéissance civile, ainsi que leur élargissement en tache d'huile. Parce que cette désertion généralisée est riche d'un nouvel art de vivre, de nouvelles technologies, à l'échelle internationale, avec un réel développement des pays — ou des régions —, aujourd'hui exploités, en voie de sous-développement. J'insiste sur ce dernier enjeu, trop souvent oublié.

TS : Tu es d'accord, il me semble, avec une de nos principales campagnes, au PSU : « Vivre, travailler, produire autrement ? »

P. B. : J'ai dit aussi : « produire autre chose ». Et j'ajouterai : « penser autrement ». Il n'est pas indifférent que Descartes soit le père intellectuel de l'Occident moderne. Son dualisme du sujet et de l'étendue a entraîné la neutralisation de la matière et de l'espace. L'homme comme nature (affectivité, sexualité) s'en est trouvé mis hors circuit, le corps-machine en fut livré au fonctionnement technicien. Voilà qui arrangeait fort le capitalisme, d'autant qu'une telle conception de l'espace indéfini et mathématisé accompagnait, en même temps qu'il les favorisait, l'ouverture géographique du marché et la centralisation politique royale. C'est donc aussi au nœud formé jusque dans notre tête par les trois vices fondamentaux de notre société que s'attaque la confluence des luttes anticapitalistes issues de mai, de la désobéissance civile à l'Etat et de l'écologie.

Cette confluence est ainsi, immédiatement, révolution culturelle. Car elle restaure la sensibilité. Marx ne disait-il pas de la révolution qu'elle devait être l'émancipation de tous les sens et de toutes les qualités humaines ? Et qu'a donc été mai 68, sinon d'abord le retour irruptif de la sensibilité dans le champ politique et social ? Et qu'est donc la sensibilité, sinon la réappropriation, contre les abstractions et les fétichismes, dans la jouissance et non la domination, de la nature, des partenaires sociaux, de nous-mêmes, c'est-à-dire de tout ce qui fait la vie ? L'autogestion, oui, mais jusque-là.

Propos recueillis par
Pierre GARRIGUES ■

(1) Cité nouvelle, mensuel des chrétiens-marxistes, 46 rue de Vaugirard, 75006 Paris. Le n° de décembre 1977 est consacré à l'Allemagne de l'Ouest et à la « sécurité nationale ».

(2) La Gueule ouverte - Combat non-violent (GO-CNV), « hebdomadaire d'écologie politique et de désobéissance civile », BP 26, 71800 La Clayette. La fusion entre La Gueule Ouverte, fondée par Fournier, et Combat non-violent, mensuel puis hebdomadaire des insoumis et des objecteurs de conscience, s'est produite voici dix mois. En vente dans les kiosques.

information

libérer l'information

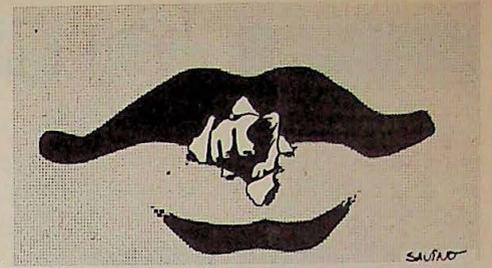
Hersant, le *Parisien libéré*, l'ORTF, rapt de l'information... Au colloque réuni les 9 et 10 décembre par la CFDT sur le thème « Libérer l'information », militants syndicaux, représentants du PCF, du PS, du PSU, de la CGT, de la CSCV, du Syndicat de la magistrature... ont à la fois dénoncé l'actuelle confiscation de l'information par quelques personnes et présenté leurs propositions. Pour que soient transformés les rapports traditionnels entre les organes d'information et l'ensemble des citoyens, le PSU propose une série de mesures immédiates :

● Pour un service public de l'audiovisuel décentralisé, pluraliste et indépendant.

— création de conseil de l'audiovisuel : ils garantiront le développement démocratique du service public en empêchant l'appropriation et l'utilisation, par des intérêts privés, du câble ou de la voie hertzienne. Les conseils régionaux pourront accorder des autorisations à émettre (sous forme de concessions à durée limitée), aux collectivités publiques à but non lucratif, fonctionnant démocratiquement sous contrôle populaire. Le conseil national qui en sera l'émanation exercera sa compétence sur les périphériques qui sans être intégrées au service public seront soumises à certaines de ses règles.

— création de conseils de programmation : ils assureront la programmation des chaînes régionales dont l'indépendance totale sera affirmée. Ils permettront ainsi l'utilisation des outils de production par des collectivités extérieures. Le conseil national qui en sera l'émanation assurera la programmation des chaînes nationales, notamment à partir du potentiel régional. La concurrence entre chaînes sera supprimée.

Ces conseils de l'audiovisuel et de programmation pourraient être composés de représentants des élus, des centrales syndicales, des associations ou des représentants élus au suffrage direct par les usagers.



— création de conseils de gestion avec majorité de travailleurs du service public pour permettre le contrôle des travailleurs sur la gestion et les conditions de travail.

— adoption d'une convention collective unique.

— suppression de la publicité sous sa forme actuelle comme source de financement.

— mise en place de centres de productions audiovisuels légers à l'échelon local (matériel vidéo, super 8, son).

● Pour un service public de l'information écrite décentralisé, pluraliste et indépendant

— mise en place d'un secteur socialisé de production qui sera favorisé par la nationalisation des grandes entreprises de fabrication de pâte à papier, d'impression et de diffusion et la création de coopératives locales récupérant une grande partie du matériel de labeur aujourd'hui abandonné. Ce secteur socialisé devra répondre à un double besoin : l'impression d'une « presse nationale » ; l'impression d'une presse très diversifiée et locale (journaux d'entreprises, HLM, quartiers, etc...)

— création de conseils de la presse qui, à l'échelon régional et national, garantiront la mission de service public en exerçant leur tutelle sur l'ensemble de ce secteur de production par l'intermédiaire d'un cahier des charges garantissant ce pluralisme, empêchant l'appropriation par une même personne de plusieurs titres.

— mise en place d'un système démocratique de financement. L'aide publique et les ressources publicitaires seront centralisées auprès d'organismes qui en assureront la ventilation selon les critères automatiques.

Olivier BRUNO ■



sélection

LA MORT MEDITERRANEE

Mort de la Méditerranée, par Claude-Marie Vadrot, éd. du Seuil, 255 p., 42 F, coll. « Actuels ».

Ce Vadrot tout de même ! Il a à peine publié un bouquin au Seuil qu'il en publie un autre aux éd. Syros (*Histoire d'une subversion, l'écologie*, 29 F). Pour ceux qui auraient l'intention de mettre à profit les longues soirées d'hiver à concocter des projets estivaux le bouquin de Vadrot vient à point. Notez bien, Vadrot s'en fout, lui : il passe ses vacances à la campagne à pêcher le goujon. A donc un jour, il y a de cela au moins deux ans, Vadrot se met en quête de savoir si la Mer Méditerranée était vraiment pourrie. Conclusion : elle est vraiment pourrie. La preuve ? Il la trouve par exemple dans le rapport d'un expert de l'ONU qui date (pas l'expert, le rapport) de 1974 : « Cette mer peut devenir une bombe épidémique à retardement ». Et n'inoquez pas le pouvoir auto-épurateur de la mer ! Le professeur Brison, expert de l'OMS, est formel : « L'auto-épuration, le pouvoir bactéricide des mers servent encore de prétexte à toute cette floraison d'égouts qui ceinturent le littoral et qui se multiplient sans cesse ». Voilà qui ne manquera pas de choquer le bon gros sens commun, persuadé à l'avance qu'on peut en toute impunité déverser à gogo égouts, pétrole, boues rouges, mercure. Mère-Nature en a ras-le-bol et elle le fait savoir. Comment ? En crevant, doucement. Mais comme Vadrot n'est pas de la race de ceux qui s'en tamponnent, il gueule. Foutue la Méditerranée ? Peut-être. Certainement. A coup sûr. Il est déjà trop tard. Et bien non. Au terme d'un dossier implacable de 250 p., en dépit du triste bilan dressé, Vadrot croit qu'il est possible de mobiliser les énergies. Ça vaut le coup, non, de sauver la Méditerranée ! ■

• **Les mots, la mort, les sorts. La sorcellerie dans le Bocage, par Jeanne Favret-Saada, éd. Gallimard, 335 p., 65 F, coll. « Bibliothèque des sciences humaines ».**

« On dit qu'ils sont sauvages, en Afrique ; mais plus sauvages que nous, est-ce que vous en connaissez, vous qu'avez tant lu ? »



Ainsi s'adresse le désorceleur à l'ethnographe dans le Bocage, en France, sous le règne de VGE, en 1977 de l'ère chrétienne. ■

• **Lire et écrire. L'alphabétisation des Français de Calvin à Jules Ferry, par François Furet et Jacques Ozouf, éd. de Minuit, 2 vol. de 390 et 380 p., 45 et 55 F, coll. « le sens commun ».**

Un simple rappel (cf. *TS* n° 766).

UN CHASSEUR NOMME GISCARD

Un chasseur nommé Giscard, par J.-J. Barloy et Françoise Gaujour, éd. A. Moreau.

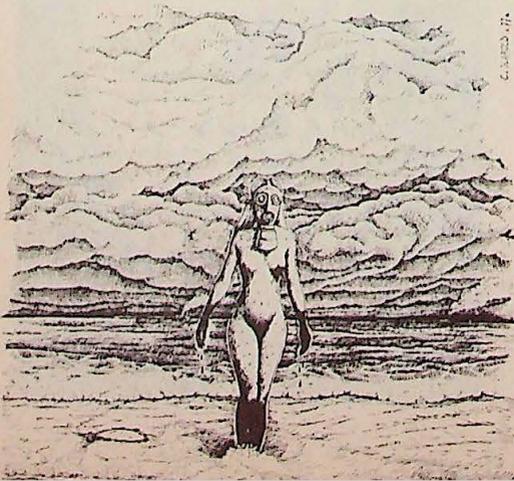
Le président de la République est un « fana » de la chasse. Ça, on le savait. Personne n'en était étonné au pays qui compte un nombre de permis de chasse équivalent à celui des autres membres du Marché commun réunis. Les plus au fait des goûts de Giscard le soupçonnaient de passer les bornes. Mais n'avaient-ils pas des apriori, de droite ou de gauche ? Toujours est-il que leur crédibilité ne dépassait souvent pas le cercle des lecteurs, des initiés, de ceux qui se déclaraient hostiles à la chasse. Dans *Un chasseur nommé Giscard*, deux journalistes mettent les points sur les « i », preuves à l'appui. Au fil d'une enquête minutieuse, ils font apparaître ce Giscard, massacreur insatiable de bêtes, pourchasseur de trophées mêlant la quantité à la qualité dans ses basses œuvres. Cette rage de culbuter l'animal, de Rambouillet au Kenya, déjà fort suspect, s'intègre à l'activité politique du président, ce qui la rend parfaitement ignoble. De ce plaisir naissent

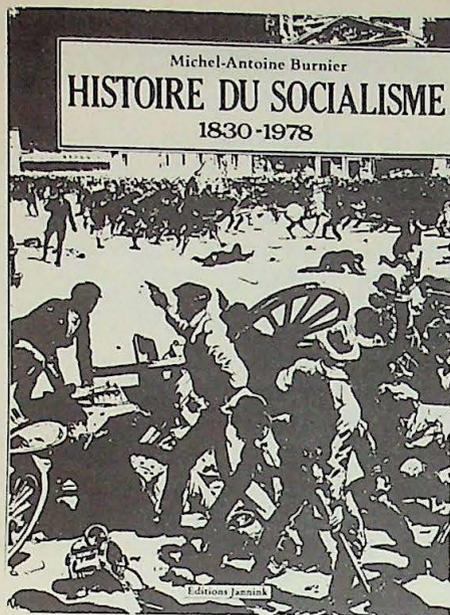
en effet des amitiés parmi les plus regrettables, pour n'en citer qu'une, celle du déjà trop célèbre tyran Bokassa 1^{er}. Drôle et plaisant malgré son contenu tragique, le livre écrit avec sérénité par deux opposants à la chasse se termine par une tentative psychanalytique sur les pulsions profondes de Giscard et militer pour le « désarmement » du président si écologique dans ses discours, voilà une bonne action, digne d'une fin d'année. ■

HISTOIRE DU SOCIALISME

Histoire du socialisme, par Michel-Antoine Burnier, éd. Jannink.

C'est rare et c'est nouveau, merci Michel-Antoine Burnier ! Encore un produit de l'équipe d'*Actuel* qui en cette année 1977 n'est vraiment pas restée inactive. Un beau livre d'images surtout des textes simples (trop ?) et clairs. Michel-Antoine commence son récit aux origines du socialisme. Socialisme : en France, le mot a été inventé dans les années 1830 par un philosophe ami de George Sand, Pierre Leroux. Pour lui, cela signifie une espèce de nouvelle religion communautaire, inspirée de Moïse, de Bouddha et de Jésus. Il s'agit de supprimer le règne de l'argent dans la société, d'adoucir la condition ouvrière et d'encourager la solidarité humaine. Des idées généreuses enveloppées dans un grand discours mystique et confus. Saint-Simon, Prosper Enfantin, Fourier, Proudhon. Puis vient le temps des émeutes : les trois glorieuses, les canuts de Lyon qui veulent du « pain ou la mort ». Le socialisme scientifique avec un bon résumé des thèses marxistes, la Révolution de 1848 peut-être l'un des meilleurs chapitres, Brunier connaît fort bien (1). La Commune avec de très belles illustrations parues dans *Le Socialiste*, journal révolutionnaire de 1893. On trouve ensuite un très utile et très méticuleux arbre généalogique du socialisme de la Commune à la guerre de 1914. Le chapitre consacré à la révolution d'octobre 1917 est un peu décevant. Passez vite à la période presque contemporaine : la SFIO de Léon Blum, le Font populaire, splendide. L'Apothéose une période très embrouillée, la IV^e République apparaît sous un jour presque clair. L'apparition de Guy Mollet avec un calot très Algérie française et la grande croix de la Légion d'honneur, saisissant ! 1958, Guy Mollet, toujours lui, appelle le général De Gaulle et fait voter « oui » pour la nouvelle Constitution. Parmi les hommes politiques notoires, outre le PCF, seuls Mendès-France et Mitterrand voteront contre. Une histoire connue qu'il est utile de rappeler. Mai 68 : c'est court, encore un bon arbre généalogique du gauchisme cette fois, mais vous l'avez déjà vu dans l'*Almanach d'Actuel*. Le chapitre suivant c'est... le nouveau PS ! OK, Michel-Antoine, c'est un élément important de l'histoire du socialisme mais on peut résumer l'histoire des luttes sociales et





politiques d'aujourd'hui avec trois photos de Mitterrand et Mauroy chantant l'hymne du PS créé par Théodorakis. Cette conclusion-apologie du PS n'est pas sérieuse. C'est dommage. C'est plaqué sur le reste du contenu de ce bon livre. ■

(1) 1848, roman historique (en collaboration avec P. Rambaud), Grasset 1977.

BOKASSA 1^{er}

Bokassa 1^{er}, par Pierre Péan, éd. A. Moreau, 203 p.

Bokassa est devenu empereur. C'est ce qu'a vu la France entière à la télé grâce à la sollicitude d'Antenne 2 qui obtint l'exclusivité de la retransmission de cette farce. Farce sinistre qui ne constitue qu'une des péripéties d'un règne qui dure depuis 1966. C'est le 1^{er} janvier de cette année-là que Jean Bedel Bokassa, ancien de la coloniale, accède par la force au pouvoir avant de devenir maréchal-président, président à vie, puis empereur. La population centrafricaine connaît, elle, une véritable tragédie, soumise au racket systématique d'une camarilla impériale dont l'avidité n'a d'égale que la folie furieuse de son excellence Bokassa 1^{er}. Une folie meurtrière qui n'empêche pas la France et son président de la République de la soutenir et de le maintenir à flot, à coups de milliards. Raison d'Etat et safaris obligent. ■

AFFAIRE BAADER AFFAIRE CROISSANT

Textes des prisonniers de la RAF et derniers lettres d'Ulrike Meinhof, préface de Jean Genet et introduction de K. Croissant, éd. Maspero, 244 pages, coll. « Cahiers libres ».

L'affaire Croissant par le Mouvement d'action judiciaire, éd. Maspero, 202 pages, 25 F, coll. « Cahiers libres ».

On se souvient des conditions dans lesquelles K. Croissant a été extradé. Des réactions aussi, engendrées par ce déni de

justice sans précédent : la rage et la honte dans nos propres rangs, une comparaison toute attristée mais avant tout « réaliste » dans ceux de la gauche. On connaissait beaucoup moins bien la genèse de l'affaire. François Maspero n'a jamais, malgré les innombrables tracasseries et revers qui ont jalonné son chemin d'éditeur pas comme les autres, renoncé à informer même à contre-courant. Il vient d'éditer coup sur coup deux ouvrages destinés, le premier à présenter les thèses des principaux responsables de la Rote Armée Fraction (RAF), le second à replacer l'affaire Croissant dans le contexte plus général de la lutte impitoyable que mène la République fédérale contre ceux qui n'acceptent pas les règles de la « démocratie » allemande.

Les textes des prisonniers de la RAF et les dernières lettres d'Ulrike Meinhof, bien que rarement inédits, étaient pratiquement inconnus tant la chape de silence imposée par le gouvernement fédéral était et reste impressionnante. Ils montrent au moins une chose : le suicide était très exactement la seule arme que les prisonniers, démunis de tout au fond de leur cellule, condamnés à un silence mortel, avaient exclu de leur combat, de leur logique politique.

Quand à *L'Affaire Croissant* il est selon les termes mêmes de son auteur collectif, le Mouvement d'action judiciaire, « un témoignage et un appel, un élément de réflexion et d'action ». Croissant est arrivé en France le 11 juillet 1977. Libre et confiant dans les traditions républicaines de la France, terre d'asile. Le 17 novembre 1977, il quittait notre sol. Enchaîné. Via ses persécuteurs. Par-delà les plaidoeries de ses défenseurs et les réquisitions de Sadou devant la chambre d'accusation de Paris, le dossier Croissant incite à réfléchir. Et surtout à lutter pour que cette première manifestation concrète de « l'espace judiciaire européen » n'ait pas de suite. ■

● **Le corps culinaire, par Noëlle Châtelet, éd. du Seuil, 189 p., 35 F.**

En ces temps de grandes bouffes fera-t-on fi un instant de ses pudeurs pour s'interroger sur cet acte anodin qu'est manger ; et ira-t-on jusqu'à se réconcilier jusqu'au bout avec la trajectoire du bol alimentaire. Dans la série « *Les grandes aventures* ».



● **L'homme devant la mort, par Philippe Ariès, éd. du Seuil, 642 p., 69 F, coll. « L'univers historique ».**

Ceux qui se passionnent pour « l'histoire des mentalités » connaissent bien Ph. Ariès, son maître-livre sur *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime* (éd. du Seuil, 1973) et les quelques articles rassemblés récemment encore sur l'histoire de la mort (*Essais sur l'histoire de la mort*, éd. du Seuil, 1975). le monument qu'il publie aujourd'hui, enquête passionnée à travers un millénaire de notre histoire, restitue les mystères cachés dans les relations que l'homme occidental entretient avec la mort. A lire tranquillement en fumant la pipe. ■

LES JUGES KAKI

Les juges kaki, par Mireille Debard et J.-L. Hennig, éd. A. Moreau, 298 p.

« *Les tares de la justice plus les tares de l'armée, ça fait beaucoup* » (Cabu). C'est ce que nous montrent Mireille Debard et Jean-Luc Hennig dans les *Juges kaki*. Deux années de chroniques banales d'audiences des tribunaux militaires. Et puis des explications utiles sur le fonctionnement des tribunaux permanents des forces armées (TPFA) et la procédure très particulière de la justice militaire. De quoi donner des idées et de précieux renseignements à tous ceux qui s'intéressent, ne serait-ce que pour y échapper à l'armée. Avec en prime une préface de Michel Foucault. ■

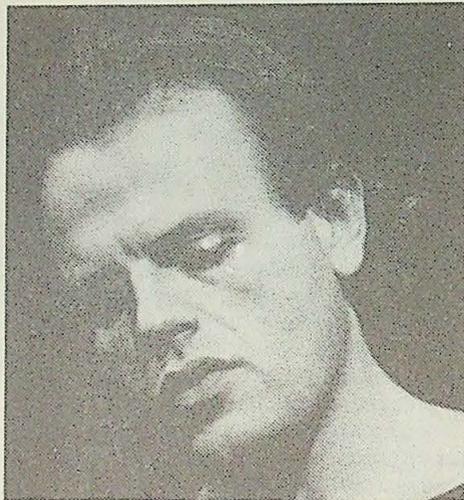
COMPRENDRE LA CRISE

Comprendre la crise, par Denis Clerc, éd. J.-P. Delarge, 210 p., 40 F, coll. « Citoyens ».

Les pays occidentaux sont solidement installés dans la crise : production stagnante, chômage record, inflation plus ou moins galopante, monnaies détraquées. Dans un contexte de panique généralisée (des gouvernants chargés de gérer la crise et des économistes dont les potions ont fait long feu), les plans de relance n'ont, depuis 1974, permis que de relancer les prix et stabiliser la croissance du chômage. *Comprendre la crise* est un essai d'analyse à la fois pertinente et concrète des causes vraisemblables d'un dérèglement imputable selon les marxistes à la nature même de l'économie capitaliste, selon les autres à une hausse vertigineuse des produits énergétiques après 1973. Denis Clerc a au moins autant la passion de comprendre que de faire comprendre. Il réussit à expliquer dans un langage simple et accessible à tous les choses les plus compliquées. Bref, grâce à lui on a l'impression d'être intelligent et de tout pouvoir comprendre. Même l'incompréhensible. A lire de toute urgence, pour saisir que la gauche peut sortir l'économie française de l'ornière mais pas comme elle le croit généralement en gérant la crise. Si l'enjeu de la crise est important, « l'issue n'a rien de mécanique. Selon l'importance des luttes, selon les rapports de force, il en sortira un libéralisme musclé ou un socialisme d'un nouveau type. » ■

visage pour Pasolini

Kalisky ressuscite Pasolini à l'écoute de lui-même.



Dans le cadre d'un « Carrefour international », le Théâtre Populaire des Flandres a reçu à Lille le Théâtre de l'Esprit Frappeur de Bruxelles pour la création en France de la pièce de René Kalisky, *La Passion selon Pier Paolo Pasolini*.

On le sait : Pasolini est mort assassiné, la nuit, dans la banlieue de Rome. La pièce de Kalisky n'est nullement récit de cette mort, mais sa réalité plane pour nous sur l'affabulation de ces scènes de tournage d'un film sur la Passion. Pasolini y cherche les lignes de forces de son film entre ses comédiens et un groupe de jeunes gens qu'il est allé chercher, pour les engager, dans des cafés de banlieue. Il y a parmi eux Giuseppe Pelosi, qui a peut-être été l'auteur d'un attentat contre Pasolini l'automne précédent et à qui il veut faire tenir le rôle de Judas. La pièce devient ainsi une sorte de double repérage des dangers que courut le Christ et de ceux qu'il encourt lui-même. Michel Hermon figure avec force et intensité ce Pasolini aux écoutes de lui-même et de sa difficile place dans un monde qui refuse que l'on déchiffre ouvertement les conflits qui couvent entre les passions, les flambées des sens, la violence. Enigmatique, hanté par la fuite du temps, captant des moments exceptionnels d'existence, on croirait que, dans l'attentat évoqué (et peut-être imaginé) il lise par avance sa mort réelle. C'est manifester que le crime dont Pasolini a été victime n'a pu être celui de la version trop facile qu'en a donnée la police italienne, ni non plus la suppression simple d'un adversaire politique, mais qu'il était en quelque sorte en germe dans son opposition incessante et

lucide à tous les clichés, à toutes les médiocrités, à toutes les intolérances.

Il est tout à fait souhaitable que ce très beau spectacle (qui va se jouer tout le mois de janvier en Belgique) puisse être présenté à Paris et dans la décentralisation.

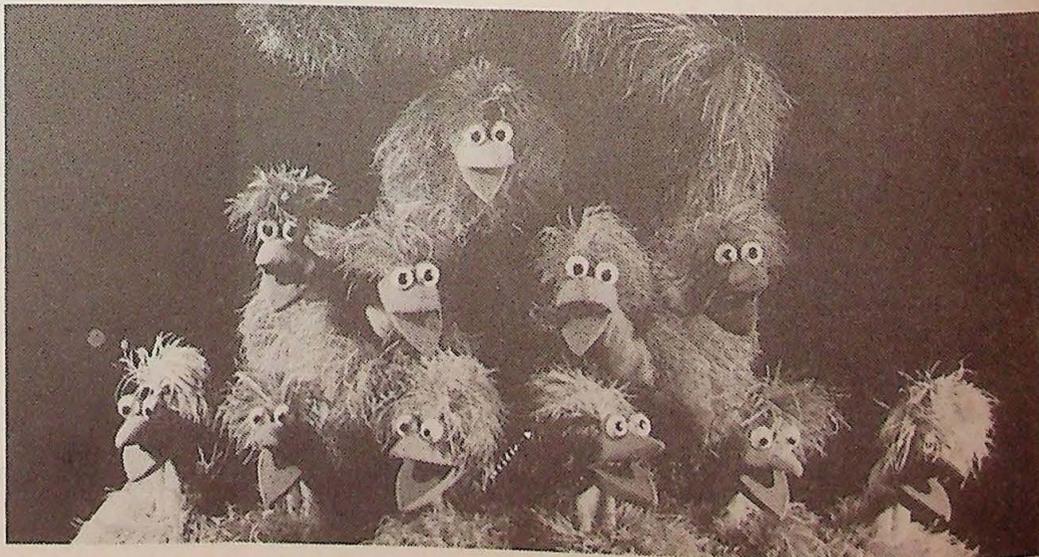
Dominique NORES ■

Les folies roses de Philippe GENTY

Imaginez un boa en plumes. De ceux que l'on voit dans les soirées *chic* au cou des dames. Celui-ci flotte miraculeusement dans l'air, y rythmant d'érotiques serpentins. Au bout de son boyau de plumettes roses, un bec. Et deux gros yeux noirs un peu loucheurs. C'est irrésistible, ça vampe le spectateur en deux minutes, c'est... une autruche ! Une bien curieuse bête qui, avec dix de ses semblables, organise une chorale pour *Negro Spirituals* et *Modern Jazz*. Alors, sur les plus grandes voix noires, se forme un play-back inénarrable, façon *New York Prohibition*. Ça se trémousse ; ça s'agite et ça tournoie dans l'air, toute pluches hérissées, en singeant les feux de la Rampe avec force *swing* à l'appui. En plus, ça veut mimer les mesquineries du monde des hommes : d'où scènes de jalousie, crises de nerfs, vengeances de *stars* et ainsi de suite. Merveilleuses, ces autruches dévergonnées de la Compagnie Philippe Genty, installée au théâtre de la Ville jusqu'au 31 décembre ! Avec elles, un Pierrot lunaire esseulé, un pélican marrant, un fakir bizarre. Le tout pour un spectacle délirant de marionnettes pas comme les autres. Drôle et poète, Philippe Genty est également moraliste : il regarde vivre les hommes et nous rend le tableau avec ses animaux. Un peu à la façon du dessinateur anglais Ronald Searle, qui ne manque pas de mordant dans le grain de folie. Son show : un moment délicieux et fou ; une heure privilégiée qui nous parle de la dinguerie des hommes. Et, à y regarder de plus près, les boas-autruches hystériques qu'il fait danser sont souvent moins bêtes que nous !

Fabian GASTELLIER ■

Théâtre de la Ville, à 18 h 30. Tél. 887 35 39.



Elle est retrouvée l'enfance !

Sur la face opposée aux gradins des spectateurs, le vaste hangar qui sert de théâtre est encombré de pyramides d'objets de toute sorte : restes de décors et d'accessoires des précédents spectacles ; flottant dans les airs, des rangées de costumes : alluvions déposés par le temps au cours de l'histoire du Théâtre du Soleil. C'est de là, comme du fond d'une mémoire retrouvée, dans une demi-obscrité, que surgiront, fantômes à prendre consistance et vie par la grâce du théâtre tout-puissant, les personnages oubliés de notre enfance : autour de David, l'enfant-roi, la douce mère, fragile oiseau tuée par le cruel beau-père, la solide nourrice, le pion, ignoble chien aboyant et dégoulinant de servilité (image propre à terroriser des générations d'écoliers), la tante, féministe avant l'heure et tant d'autres qui accompagneront le héros jusqu'à la fin de ses épreuves initiatiques, c'est-à-dire son entrée en littérature (1).

Tout n'est pas égal, sans doute, dans cette représentation : certains comédiens, formés au Théâtre du Soleil, imposent leur personnage avec plus de vigueur et de relief que d'autres. Arnaud Lecarpentier, qui se tire avec honneur de la difficile tâche de soutenir tout le spectacle, joue l'enfance de David, peut-être parce qu'il en est à peine sorti lui-même, d'une manière plus convaincante que l'âge adulte. Il n'est pas sûr qu'à travers l'anecdote individuelle, il passe beaucoup de choses de la grande histoire sociale de l'Angleterre. Mais l'important n'est pas là.

Ce qui fait le charme (au sens fort) de ce spectacle, c'est qu'il a su trouver les moyens de faire frémir dans chaque spectateur (son succès en atteste) les traces de son enfance. Le rire et l'émotion, la tendresse et la cruauté (qui ne fait jamais vraiment peur, il faut l'avouer) alternent. Et des romances anglaises, de l'époque victorienne, viennent joliment encadrer la fable de leur halo nostalgique.

Evelyne ERTEL ■

(1) David Copperfield, par le Théâtre du Campagnol, en collaboration avec le Théâtre du Soleil, Cartoucherie de Vincennes. En soirée, à 20 h 30 : lundi, mardi, vendredi, samedi en matinée, à 15 h 30 : samedi, dimanche.

fêtes en soldes

Nymphomane, Noël, re-belote, chemises propres, Mme Rose, l'eau du bébé, le cirque de Corée...

Jamais comme ce samedi — l'autre, le 17 décembre, — la télé n'avait donné l'image d'une telle pauvreté. *Antenne 2* était en grève : la mire, rien que la mire. Denise Fabre, l'insipide et nymphomane présentatrice de « *Restez donc avec nous* » — tout un programme, en effet ! — tenait le crachoir à elle toute seule, pour toute la France. Toutes les 20 ou 40 minutes, elle proposait, avec son sourire mécanique : « *Et maintenant, jouons...* ». Il faut trouver le « *schmilblick* », comme d'habitude.

Le reste du programme, ce sont les séries américaines : *Amicalement vôtre*, le babillage de Tony Curtis et Roger Moore ; *Spiderman*, l'araignée déchainée contre les hommes-taupes ; *L'Homme qui valait trois milliards* et ses jambes « *bio-toniques* ». Evidemment, on pouvait toujours mettre le nez dehors. Mais il y a le froid. Et puis dehors, c'est Noël : il faut aimer les galeries marchandes, les odeurs de bouffe, les week-ends chez Darty ou chez Conforama.

Partout, la politique

Dimanche : rebelote. La mire sur l'A 2 ; rien sur FR 3 avant le soir. Voilà — après l'innéparable journal de Jean-Claude Bourret qui gémit sur la mort de *J'informe*, comme jamais il n'a pleuré lorsque Hersant avalait *Le Figaro* ou *France-Soir* — la rigolade de la mi-journée, *C'est pas sérieux*, annoncée par l'habituel générique : un toutou à sa mère qui pisse sur les pelouses interdites, ouaf, ouaf !

En l'absence de la *Lorgnette* de Jacques Martin, l'amuseur n°1, l'émission de chansonniers de TF1 avait donc l'exclusivité. Pour toute la France, de nouveau : un grand pays, occidental, industrialisé, démocratique et tout. Pas possible ! Alors, *C'est pas sérieux*, c'est cinquante minutes non-stop de politique. De bout en bout. Les amorces sont de Jean Bertho, l'homme à la houpette argentée : « *Les discussions politiques pourrissent la vie familiale... Les idées, c'est comme les chemises : pour qu'elles soient propres, il faut en changer beaucoup...* ». Voilà qui rappelle le propos de Martin, sur l'A 2, quand les grévistes — merci à eux ! — ne lui barrent pas l'écran : « *La politique, c'est triste (il fait « pouah »), ils sont tous*

pareils (et il retourne sa veste), ce n'est pas sérieux » (et il rit). Le sérieux étant le percepteur, la contractuelle, le coup de rouge — bref tout l'arsenal du poujadisme rampant.

Alors Jean Amadou, le compère de Bertho, cherche des trucs pour lutter contre le spleen politique : il aime le « R.M.F. », un grand rassemblement du Ras-le-bol ; il imagine un jeu d'assiettes peintes aux effigies des grrrands leaders politiques, qu'on casse joyeusement pour se passer les nerfs le dimanche ; ou un système de « *SVP-injures* » qui permet de se défouler tranquillement, en échange d'une modique taxe, sur un correspondant qui accepte « *d'être* » pour quelques minutes l'agent des contributions ou l'agent de police. Un sketch soi-disant critique sur l'astrologie s'égare à nouveau sur la politique, et Anne-Marie Carrière, du « *kiosque de Mme Rose* », commente de nouveau les dessous du jeu... politique.

Bref, dans la tradition rétro des « *chansonniers* » — cet ancêtre des cafés-théâtres, qui s'est toujours tenu dans le droit-fil de l'irrévérence sans faire de mal, contrairement à son corrosif descendant — on nous prépare tranquillement la grande opinion silencieuse des familles, déjà troublée par les incertitudes du jeu des « *états-majors* » et affolée par les retournements de situation, à jeter tout ça avec l'eau du bébé, et à accepter n'importe quel sauveur, pourvu qu'il garde tout en l'état et ne fasse pas trop parler de lui.

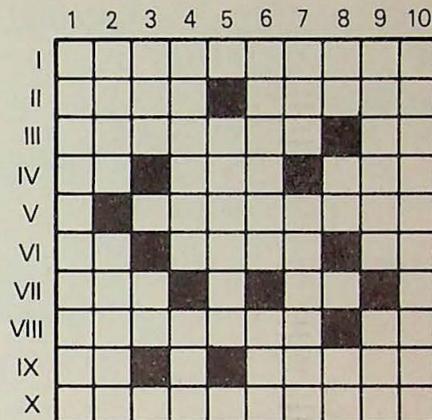
Il reste que si tout ça vous fout la nausée, comme à moi, il y a toujours moyen d'aller au cirque, au vrai. Les Parisiens sont gâtés : le « *Cirque à l'ancienne* » des Grüss, au Nouveau Carré, c'est du solide. A la porte de Pantin, on peut voir les artistes d'Allemagne de l'Est : s'assurer simplement, avant, que c'est moins moins pompier et sirupeux que le spectacle donné au même endroit, l'an dernier, par les Hongrois. Jean Richard, il faut se méfier, parce que la « *pub* » est entrée dans son cirque où la première attraction du programme, il y a quelques années, était... une Peugeot ! Amar-Bouglione, je ne sais pas, on peut essayer. Mais le cirque d'Etat de Corée du nord, avec ses « *artistes du peuple* », je vous le garantis : tout en force, tout en adresse, en général

stupéfiant et incroyable, avec tout plein de clins d'œil, et une musique d'orchestre « *classique* » coréen, vingt-cinq exécutants s'il vous plaît, même un tambour et un accordéon...

Philippe MARIELIE ■

MTS ROUES

Problème n° 44



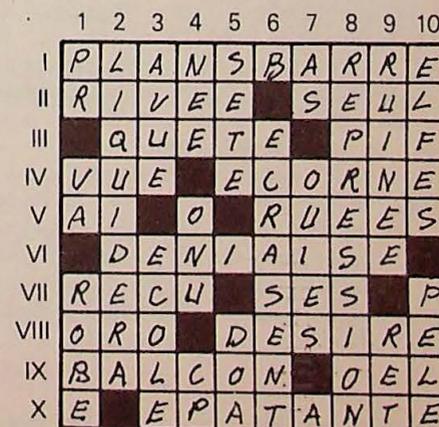
Horizontalement :

I. Des situations vraiment très difficiles à débloquer. II. Même trois fois, ce n'est pas grand'chose ; une couleur à la mode... III. IFOP, SOFRES, etc... n'en sont pas ! ; abréviation. IV. Tête de génie ; victime d'Alice ; on soigne son foie. V. C'est en quelque sorte... arrondir les angles. VI. Morceau de pavé ; un contre dans le désordre ; note. VII. Un pote en vrac ; impératif impératif ! VIII. Une classe indécise ! possessif. IX. Article étranger ; en un mot, c'est de la m... ! X. Font comme les sbires de Chirac à Paris.

Verticalement :

1. Souvent vulgaires (et pas communs) à la télé. 2. Un repaire de rapaces ; ainsi fit Peyrefitte du droit d'asile. 3. Une gorge pas forcément du Tarn ; un cru qui peut cuire. 4. Pas bleu ; la Bible en a fait tout un plat. 5. Passe son temps à descendre et à monter. 6. Normande ; présents. 7. Possessif ; légumes projetés. 8. Fin d'infinif ; anonyme ; note. 9. Son coup est le dernier ; du bruit. 10. Sans mansuétude.

Solution du n° 43



Noël partageux

On a tout dit des jouets. Pour et contre. Tout dit — pour et contre — de la foire commerciale du 25 décembre. Et de Noël même ? Un prêtre ouvrier de la banlieue parisienne évoque le message païen-chrétien du soir de Noël.

TS : Le chiffre d'affaires réalisé en 1976 par l'industrie du jouet atteint 2 milliards 500 millions de francs. Pour vous, prêtre et citoyen, n'est-ce pas choquant ?

Père B. — Que Noël, fête d'origine chrétienne, fête de Jésus, petit enfant pauvre qui n'avait pas même un toit, soit devenu une affaire commerciale énorme, une grande bouffe, a effectivement de quoi scandaliser. Cela peut paraître insolent à la misère, aux difficultés de la vie des hommes. Mais Noël est aussi l'occasion de réunir la famille dispersée par les aléas de la vie, par le dépeuplement des campagnes, par toute l'évolution économique et sociale. Il faut se réjouir de ces réunions de famille, même pour ceux qui n'ont pas — ou plus — le sens religieux. Noël, c'est aussi bien sûr, la fête des enfants. Qu'on ne les réduisent pas à des cibles commerciales.

TS : Les jouets, le jeu ne sont-ils pas nécessaires aux enfants ?...

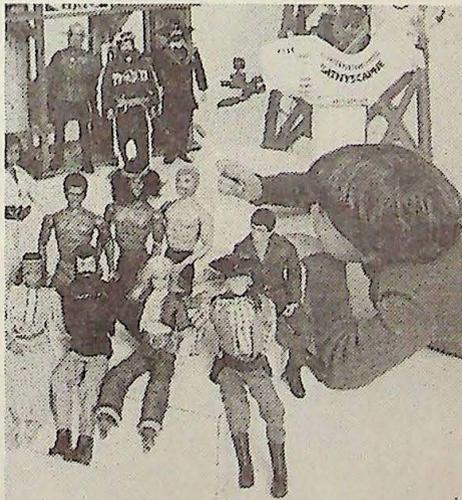
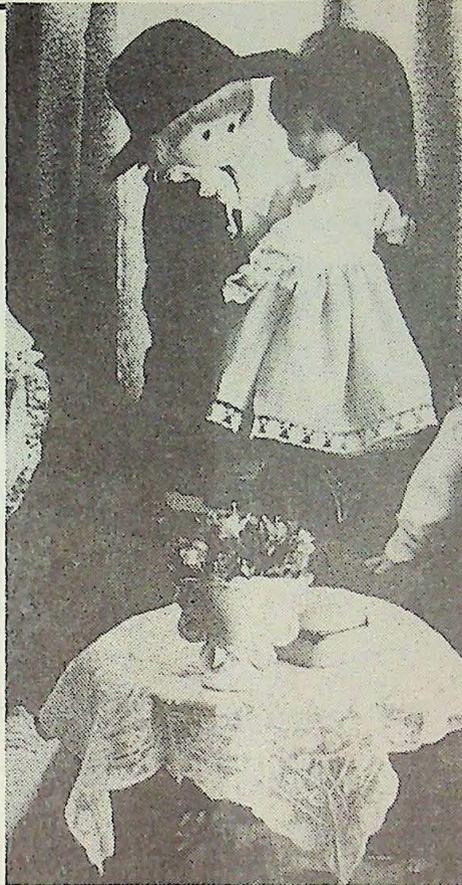
Père B. — Oui, mais... Autrefois, souvenez-vous, l'enfant recevait en cadeau une mandarine et c'était l'émerveillement. Aujourd'hui, notre société de consommation provoque des envies artificielles. La publicité est là pour vous rendre malheureux. C'est le nouvel opium du peuple, l'entretien d'une insatisfaction continuelle : « vous pouvez avoir plus... en goûtant la différence » dit la publicité.

Et puis, offrir aux enfants pour ce jour de Noël une panoplie de cambrioleur, d'assassin, de cow-boy avec des armes pour tirer... ça ne va plus du tout !

Noël, c'est aussi la Fête de la Paix, un appel à la Fraternité : « Paix aux hommes de bonne volonté ». Certes, l'enfant a besoin de se défouler et, parce qu'il joue aux soldats de plomb, il ne devient pas forcément un guerrier. Reste que le message de Noël est message de paix.

TS : Ne militarisons surtout pas Noël... !

Père B. — Oh, non ! Cette tendance



aux jouets guerriers pour les cadeaux de Noël, c'est un peu injurieux. Tout comme célébrer la Révolution d'Octobre ou la prise de la Bastille par une parade militaire, chose encore plus choquante.

TS : Cette débauche de jouets et de cadeaux ne présente-t-elle pas toutefois un côté positif ? Elle fait vivre un certain nombre de travailleurs...

Père B. — C'est vrai. On a cité, dans une récente émission de télévision, quelques chiffres : 400 000 tonnes de matières plastique, 8 000 poupées par jour (1 million et demi par an) deux ans de travail pour une saison de Noël, un fil de nylon qui irait de la Terre à la Lune pour les cheveux des poupées, 66 000 sortes de jouets... Encore faut-il faire une différence entre l'artisan qui travaille pour vendre toute sa production de l'année à cette époque privilégiée, le fabricant consciencieux qui fait des recherches afin que ses jouets soient valables, et celui qui fait n'importe quelle pacotille et exploite sans vergogne la candeur des enfants et les sentiments familiaux.

Et il y a l'envers du décor : la vie de fous des travailleurs des usines, des vendeuses de grands magasins, des employés de restaurant les soirs de réveillon... La joie des uns provoque pour d'autres un travail supplémentaire. Il y aurait peut-être quelque chose à faire si le profit n'était pas roi !

TS : Pour vous, prêtre en banlieue ouvrière, Noël, c'est la fête de la fraternité, du partage...

Père B. — Oui, cela est très important d'inviter les enfants et les hommes à un partage, avec son voisin moins heureux. Que dans cet hiver froid, triste et noir, cette fête de lumière brille dans le ciel et dans les cœurs.

La fête correspond aux besoins profonds des hommes qui ont une vie difficile : Voyez le Carnaval de Rio ; et, chez nous, les travailleurs portugais et arabes. Les gens les plus pauvres mettent dans les fêtes toutes leurs économies, durement gagnées par le travail.

TS : Si le socialisme s'instaure en France, fêtera-t-on encore Noël ?

Père B. — Pourquoi non ? Les pays scandinaves fêtent Noël : l'URSS en a gardé le souvenir en le laïcisant. Ce que le socialisme pourrait changer, ce serait dans la répartition des profits et des revenus. Qu'on ne dise plus aux gens « acceptez les injustices de la société, acceptez la misère »...

Propos recueillis par Françoise CLAIRE ■